



Lettre 27 – Mars 2022

Voici de quoi préparer vos tracts de mars, et vous pourrez lire les informations les plus récentes sur les divers aspects de la migration dont certaines concernent des réactions en fonction des élections présidentielles, ou législatives.

Michel Girard

Table des matières

Journée mondiale de lutte contre le régime de mort aux frontières et pour exiger la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la migration et leurs familles.....	2
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	4
Plaisir.....	4
Nîmes.....	4
FRANCE.....	4
Après l'OFPRA, la CNDA. C'est quoi ?.....	4
Les interprètes, acteurs peu reconnus de l'asile.....	5
Apprendre le Français pour les jeunes.....	6
Des passeurs ?.....	6
La présidentielle française et les migrants	7
Les mineurs non accompagnés au regard du droit	8
La scolarisation reste un droit après seize ans.	9
Hébergement refusé, installations interdites.....	9
Les femmes dans la migration.....	10
Alfort-ville.....	10
Bayonne.....	11
Bourgneuf-la-forêt.....	11
Calais.....	11
Cerbère.....	13
Ciboure.....	13
Grande-Synthe.....	14
Hasparren – Pays Basque.....	14
Ouistreham.....	15
Paris	15
Pontivy- Morbihan.....	16
Toulouse.....	16
MANCHE.....	16
Rappel.....	16
Au large de Dunkerque.....	17
Grande-Synthe et Dunkerque, sauveteurs et associations redoutent un prochain naufrage de migrants.....	17
Rapport sur le littoral Nord.....	18

Installation de caméras sur le littoral	19
MÉDITERRANÉE.....	19
Les navires et avions.....	19
Aita Mari	19
Ocean wiking.....	19
Géo Barents.....	20
Tunisie.....	20
Libye.....	20
AUX FRONTIÈRES	21
Biélorussie et Lituanie.....	21
Grèce et Turquie.....	21
UNION EUROPÉENNE.....	22
Allemagne.....	22
Autriche.....	23
Espagne.....	23
Grèce.....	24
Irlande.....	25
Italie.....	26
Lituanie.....	27
Pologne.....	27
Vatican.....	28
EUROPE.....	28
Royaume-Uni.....	28
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	29
ASIE.....	29
Turquie.....	29
AFRIQUE.....	29
Éthiopie.....	29
Guinée.....	30
Maroc.....	30
République démocratique du Congo	30
Tunisie.....	31
A voir – à lire - à écouter.....	31
LUTTER CONTRE LES AMALGAMES ET LA DÉSINFORMATION VISANT LES PERSONNES ÉTRANGÈRES.....	31
POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE HUMANISTE ET RÉALISTE	32

**JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE RÉGIME DE MORT
AUX FRONTIÈRES ET POUR EXIGER LA VÉRITÉ, LA JUSTICE ET LA
RÉPARATION POUR LES VICTIMES DE LA MIGRATION ET LEURS
FAMILLES**

Nous sommes parents, amis et amies de personnes décédées, portées disparues et/ou victimes de disparitions forcées le long des frontières terrestres ou maritimes, en Europe, en Afrique, en Amérique.

Nous sommes des personnes qui ont survécu à la tentative de traverser les frontières à la recherche d'un avenir meilleur.

Nous sommes des citoyen.e.s solidaires qui aident les immigré.e.s durant leur voyage en fournissant une aide médicale, de la nourriture, des vêtements et un soutien lorsqu'ils se trouvent dans des situations dangereuses pour que leur voyage ait une bonne fin.

Nous sommes des activistes qui ont recueilli les voix de ces immigrés et de ces immigrées avant leur disparition, qui s'efforcent d'identifier les corps anonymes dans les zones frontalières et qui leur donnent une sépulture digne.

Nous sommes une grande famille qui n'a ni frontières ni nationalité, une grande famille qui lutte contre les régimes de mort imposés à toutes les frontières du monde et qui se bat pour affirmer le droit de migrer, la liberté de circulation et la justice globale pour tous et toutes.

Année après année, nous assistons aux massacres en cours aux frontières et dans les lieux de détention conçus pour décourager les départs des personnes migrantes. Nous ne pouvons pas oublier ces victimes ! Nous ne voulons pas rester silencieux face à ce qui se passe !

C'est pourquoi nous avons décidé d'unir nos forces, dans le respect des diversités individuelles, pour dénoncer la violence mortelle des régimes frontaliers du monde et pour commémorer les personnes décédées, dispersées et/ou victimes de disparitions forcées en mer Méditerranée, au Sahara, le long de la route balkanique, à la Frontière Sud mexicaine, dans le désert d'Arizona et partout dans le monde.

Nous accusons les responsables de ce génocide en cours : les gouvernements qui, en militarisant le contrôle des frontières intérieures et extérieures, rendent de plus en plus dangereuses les routes migratoires.

Le 6 février 2014, la police espagnole des frontières a massacré au moins 15 personnes qui tentaient de traverser la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta. Après des années de contentieux juridique, les tribunaux espagnols ont acquitté les agents de la Guardia Civil en affirmant qu'aucun crime n'avait été commis.

Aucune justice n'a encore été rendue aux victimes et à leurs familles !

Le 6 février 2019, des groupes de familles de migrants décédés, disparus et/ou victimes de disparitions forcées se sont rencontrés à Oujda pour la première journée de CommémorAction des victimes de l'immigration et de dénonciation de la violence aux frontières.

Le massacre de Tarajal est le symbole de ce qui se passe chaque jour depuis plus de 20 ans : victimes sans justice, tombes sans nom, frontières sans droits, c'est pourquoi nous avons décidé à Oujda de continuer le parcours des commémorations, chaque année le 6 février, pour transformer la douleur en action collective.

Nous demandons à toutes les organisations sociales et politiques, laïques et religieuses, aux groupes et collectifs des familles des victimes de la migration, aux citoyens et citoyennes de tous les pays du monde d'organiser des actions de protestation et de sensibilisation à cette situation.

Nous vous invitons à utiliser le logo proposé, ainsi que vos propres logos, comme élément pour souligner le lien entre toutes les différentes initiatives. Tous les événements qui auront lieu seront publiés sur la page Facebook Commemor-Action

Nous faisons appel aux réseaux qui, depuis de nombreuses années, organisent des événements à l'occasion du massacre de Tarajal, pour unir nos forces et relier les différentes initiatives afin que le **6 février** puisse se transformer en une **Journée mondiale de lutte contre le régime de mort aux frontières** et pour exiger la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la migration et leurs familles.

Migrer pour vivre, pas pour mourir !

Ce sont des personnes qui ne sont pas des chiffres !

Liberté de mouvement pour tous et toutes !

<https://www.roya-citoyenne.fr/2022/02/9265/>

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

PLAISIR

Depuis plusieurs mois, le CRA de Plaisir en région parisienne sert de CRA où sont envoyées les personnes testées positives. Dans ce « CRA Covid » les gens ne sont pas soignés et sont généralement renvoyés dans un autre CRA au bout de 7 jours. Avec la flambée des cas positifs, il n'y a plus assez de place à Plaisir ; pour répondre à ce problème, les préfetures envoient les gens au CRA de Lyon, où des places se sont libérées depuis l'inauguration mi janvier 2022 du nouveau CRA. A Vincennes, les gens testés positifs sont envoyés à l'isolement pour un jour (on se demande bien à quoi ça sert) et à Oissel, le bâtiment des femmes, vide actuellement, sert de bâtiment covid.

Au CRA de Plaisir, les 13, détenus viennent de Oissel, Vincennes, Toulouse, Lille. Par exemple, le préfet d'Eure et loir a enfermé au CRA de Rennes un père de famille. Il a été testé positif et a été mis à l'isolement. Il n'a pu ni se rendre dans les bureaux de la Cimade ni pu voir sa famille. Il a été transféré au de Plaisir sans possibilité d'avoir de visite. Dans ce CRA, pour demander quelque chose il n'y a pas de sonnerie et leents migrants attend longtemps, la nourriture est mauvaise. Il fait froid le soir, les gendarmes donnent juste une couverture, on y dort sur un matelas sans même d'oreiller. Il y a pas de cantine. La douche est froide. Il n'y ni gel, ni masques. Normalement ils devraient être dans un hôpital pas dans un centre. Les gens sont mal traités.

<https://twitter.com/lacimade>

NÎMES

Le Covid circule actuellement dans le CRA de Nîmes. En plus de mettre en danger la vie des personnes enfermées, il occasionne diverses restrictions de libertés pour les détenu.es, Les parloirs notamment sont impactés : des policiers surveillent les échanges, vérifiant que la distance physique ainsi que le port du masque soient appliqués. Les parloirs, pour certaines personnes potentiellement en contact avec des détenus positifs, ont été raccourcis à 10 minutes voire ont été complètement interdits. Pendant un moment, certains ne pouvaient pas avoir accès aux chambres car il y avait la galle. De plus, l'association forum réfugiés, qui est censée accompagner les prisonnier.es, n'accepte plus de les voir pour ne pas risquer la contagion. De même des jugements qui déterminent si la rétention d'une personne est prolongée ou pas, ont eu lieu en distanciel.

FRANCE

APRÈS L'OFPRA, LA CNDA. C'EST QUOI ?

Les demandeurs d'asile déboutés en première instance par l'**Office français des réfugiés et apatrides** (Ofpra) ont la possibilité de (faire un recours), plaider à nouveau leur dossier devant la **Cour nationale du droit d'asile** (CNDA).

Si "Votre recours est jugé par ordonnance" : le juge chargé de votre dossier à la CNDA ne vous recevra pas en audience. Vous ne serez donc pas convoqué et vous ne serez pas entendu par la cour. La décision vous sera rendue après la lecture seule de votre dossier. Les décisions rendues sont quasiment toutes négatives.

Si "Vous allez passer en audience publique", la CNDA a estimé que de nouveaux éléments pouvaient remettre en cause la décision (négative) de l'Ofpra vous concernant. Vous allez être convoqué devant un ou plusieurs juges pour essayer de le/les convaincre de vous accorder l'asile. Après l'audition du rapporteur de votre dossier, les juges ne vous interrogeront, votre avocat et votre interprète seront également présents.

Si "Vous allez passer devant une formation collégiale", trois personnes vous écouteront et seront chargées de rendre (à la majorité) leur décision. Ils peuvent s'adresser directement à vous et vous poser des questions. Vous devrez raconter à nouveau votre histoire et apporter des précisions qui, selon vous, sont de nature à changer la première décision de l'Ofpra.

Si "Vous allez passer devant un juge unique", la CNDA rend une décision en s'appuyant sur un seul juge. Il peut aussi vous poser des questions et vous pouvez être accompagné de votre avocat et d'un interprète. Le juge se charge de dossiers en "procédure accélérée" c'est-à-dire de dossiers qui ne sont généralement pas favorables au demandeur d'asile. L'examen du dossier est plus rapide et donc plus superficiel.

Si Vous avez le droit à une aide juridictionnelle", on offre la possibilité aux personnes à faible revenu de bénéficier d'un avocat payé par l'État. Elle n'est pas accordée automatiquement.

LES INTERPRÈTES, ACTEURS PEU RECONNUS DE L'ASILE

À leur arrivée en France, la plupart des demandeurs d'asile sont accompagnés dans leur démarches administratives, médicales ou sociales, par des interprètes. Indispensables aux échanges et à la procédure d'asile, ces hommes et femmes ont souvent, eux-mêmes connu l'exil. Beaucoup s'estiment mal formés et peu reconnus. Il existe en France des diplômes universitaires (DU) pour se former et qui sont des parcours professionnalisant :

- « Dialogues – Médiation, interprétariat, migration » (DU) en partenariat avec l'Université Lumière Lyon2. Il répond à une demande spécifique de formation pour les interprètes et les médiateurs en milieu social dans les domaines de la santé, du social et du droit ; et vise à répondre aux besoins en interprétariat, en médiation professionnelle et au manque de formation autour de ces deux métiers

- « Hospitalité, Médiations, Migrations » (DU H2M) en lien avec l'Institut national des langues et civilisation orientales, a vocation à professionnaliser des médiateurs spécialisés dans les migrations contemporaines.

Dans les deux DU, *"L'objectif de la formation est donc de reconnaître cette profession"* . La plupart des personnes qui suivent ces formations sont interprètes ou se préparent à le devenir. Plusieurs interprètes ont déjà travaillé pour « ISM interprétariat », une des principales agences d'interprétariat à destination des administrations, des hôpitaux, des associations ou des institutions sociales. Ils sont nombreux à travailler au contact des demandeurs d'asile et des mineurs non-accompagnés. Dans leur quotidien, ils ont l'habitude d'assister des étrangers non-francophones chez le juge, à l'Ofpra (Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides), à la CNDA (Cour nationale du droit d'asile), chez le médecin... sans toujours très bien savoir jusqu'où ils peuvent intervenir. En effet, pour ces interprètes qui ont souvent connu l'exil, il faut aussi apprendre à faire face à des récits douloureux qui peuvent résonner avec leurs propres histoires. *"Le plus difficile c'est de gérer les émotions. Les récits des personnes peuvent nous rappeler ce qu'on a vécu, ou ce que des*

proches ont vécu". Pour apprendre à mieux gérer les récits traumatiques, "il n'y a pas eu de solution magique". "Avec le temps on arrive à le vivre mieux. On est accompagnés, des psychologues sont dédiés à ça. Il y a également le fait de rencontrer d'autres interprètes qui aide à tenir. On se sent moins isolés." Mais il ne fait aucun doute que le parcours traumatique des interprètes les aide aussi à être plus efficaces dans leur travail, grâce à la "capacité de médiation extraordinaire" que cela leur offre. "Je pense que je vais mieux comprendre un demandeur d'asile soudanais parce que je suis moi-même réfugié". Mais il faut aussi savoir dire « je ne peux pas » car un manque de transparence de l'interprète peut effectivement mener à des drames.

APPRENDRE LE FRANÇAIS POUR LES JEUNES

A l'école Gustave Flaubert de Trappes, en région parisienne, à côté de la classe de cours préparatoire, il y a la classe UPE2A : "unité pédagogique pour élèves allophones arrivants" créé en 2012. Elles permettent aux élèves concernés d'être inscrits dans une **classe** ordinaire tout en bénéficiant d'un enseignement renforcé en français deuxième langue, en fonction de leurs besoins et de leurs acquis linguistiques. Au cours de l'année 2018-2019, près de 68 000 élèves allophones nouvellement arrivés en France en ont bénéficié, d'après des chiffres de l'Éducation nationale.

À son inscription à l'école l'enfant passe des tests en français et en mathématiques, à l'oral comme à l'écrit, pour évaluer son niveau. Quand cela est possible, une évaluation peut aussi lui être présentée dans sa langue d'origine. Dans l'école Gustave Flaubert, un entretien est également organisé entre le directeur de l'établissement et la famille *"dans l'unique but de comprendre un peu mieux le parcours de l'élève, et de connaître les projets de la famille". "C'est important pour l'enfant comme pour l'équipe pédagogique de savoir si la famille s'installe durablement à Trappes ou si elle est susceptible de quitter la ville. C'est dur pour tout le monde lorsqu'un enfant, pour différentes raisons souvent liées à la situation administrative des parents, quitte l'école du jour au lendemain. On préfère s'y préparer"*. À Trappes, les élèves suivent dans leurs classes des cours d'anglais, de sport ou d'arts visuels, les mathématiques, la grammaire et l'orthographe. Mais, à l' UPE2A, ils apprennent à s'exprimer sur des situations du quotidien. Chaque matin commence ainsi par une petite conversation entre les élèves. Objectif : savoir se présenter et répondre à des questions simples. Il y a du travail en binômes : en temps différencié et temps collectif. *"plus les enfants arrivent jeunes, mieux c'est : Leur mémorisation est meilleure "* Certains enfants s'expriment très librement, d'autres refusent d'apprendre une autre langue : ils portent aussi, malgré eux, les stigmates d'un parcours d'exil cabossé. *"Ces enfants ont particulièrement besoin d'être mis en valeur. On essaye de leur montrer que notre seul objectif, c'est leur réussite, sans pour autant effacer leur passé : on s'appuie sur leurs compétences, on leur en apporte d'autres, et avec tout ça on construit leur avenir". "On leur inculque les us et coutumes français. C'est normal qu'en échange, ils puissent aussi partager les leurs" on construit par exemple des recettes de cuisine de chez eux !,*

DES PASSEURS ?

Trois personnes, de nationalité irakienne, sont soupçonnées d'avoir organisé le départ de migrants vers le Royaume-Uni sur des petites embarcations, depuis les côtes françaises. Ils n'ont *"pas d'adresse fixe en France"* et évoluent parmi les campements de migrants qui s'étendent sur le littoral et à Paris, ils étaient *"surveillés depuis plusieurs mois"*. Ils ont été arrêtés lundi 24 janvier 2022 pour deux d'entre eux, jeudi pour le troisième, et devaient être jugés vendredi en comparution immédiate mais leur procès a été renvoyé au 11 mars 2022. Ils ont été placés en détention provisoire dans l'attente de leur procès. Ils seront accusés de mise en danger de la vie d'autrui et d'aide à l'entrée ou au séjour irréguliers en bande organisée, commis entre mai 2021 et janvier 2022. L'un

d'entre eux serait un récidiviste. Selon la substitut du procureur de la République, *"Il leur est reproché d'être un réseau, ou une partie d'un réseau, de mise à l'eau de 'small boats'", s'occupant de la "gestion des clients, de l'approvisionnement en bateaux et en carburant, de l'organisation des passages sur les plages"*.

<https://www.lavoixdunord.fr/1133415/article/2022-01-28/grande-synthe-trois-irakiens-organisateur-de-passages-en-small-boats-incarceres>

LA PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE ET LES MIGRANTS

La visite de **Valérie Pécresse** a délié les langues à Samos. Venue voir le fonctionnement d'un camp de migrants récemment construit sur la petite île grecque, la candidate « Les Républicains » espère peut-être ainsi s'inspirer de ce qui a été fait en matière de politique migratoire. Mais les réfugiés, tout comme certains humanitaires, ne perçoivent pas ces camps comme de bons exemples à suivre. *"Si les candidats viennent ici pour s'inspirer de ce camp de migrants et créer des petits Guantanamo partout en France, c'est une catastrophe pour les droits humains"*, redoute le responsable de l'ONG Aasia.

<https://www.france24.com/fr/europe/20220204-si-les-candidats-s-inspirent-des-camps-de-migrants-c-est-une-catastrophe-pour-les-droits-humains>

Dimanche 6 février 2022, Valérie Pécresse, la candidate « Les Républicains (LR) » à l'élection présidentielle française a affirmé, sur France 5, que : **"40 millions de migrants sont entrés dans l'Europe cette année [en 2021] sans passer par les points de passage autorisés"**. Ce sont, en réalité, **2,7 millions** de ressortissants étrangers qui sont entrés sur le sol européen (en 2019), selon les dernières données disponibles sur Eurostat, qui ne précise pas quelle est la proportion de sans-papiers parmi ces personnes. Ces 2,7 millions de ressortissants étrangers représentent **0,6 %** de la population européenne, estimée à 450 millions. Parmi eux, 545 000 sont entrés en Espagne, 209 000 en Italie et 188 000 en France (toujours en provenance de pays tiers). Selon Frontex, l'agence de surveillance des frontières de l'Europe, il y a eu **200 000** franchissement illégaux des frontières en 2021, contre 125 000 en 2020. D'un point de vue plus général, sur les 450 millions de personnes vivant dans l'UE au 1er janvier 2020, 23 millions (5,1 %) étaient des ressortissants de pays tiers.

L'équipe de campagne de Valérie Pécresse, a indiqué que la candidate est allée "un peu vite". Elle évoquait en réalité les *"39 millions de personnes qui ont franchi l'espace Schengen sans aucun contrôle en 2021"*. Ce chiffre est tiré d'une interview accordée par la commissaire européenne aux Affaires intérieures : *"L'an dernier, 39 millions de personnes sont arrivées dans l'espace Schengen sans avoir été contrôlées dans la base de données SIS"* ; ce fichier SIS n'a rien à voir avec les migrations. Il cible en Europe les personnes recherchées en vue d'une arrestation ou d'une extradition. Il peut s'agir de touristes, de résidents de l'UE comme de ressortissants de pays tiers.

Éric Zemmour déclare au meeting de Lille, le 5 février 2022, : *"Savez-vous qu'en plus d'un hébergement gratuit et des soins gratuits, nous donnons à chaque demandeur d'asile pendant près d'un an, une carte bancaire créditée de 430 euros par mois, afin que celui-ci puisse dépenser tranquillement l'argent de vos impôts ?"* Il évoque l'Aide pour demandeurs d'asile (ADA), mis en place en 2015. Cette aide est versée à toute personne qui s'est enregistrée en préfecture afin de déposer un dossier d'asile. Elle lui sert à acheter des produits de première nécessité, de la nourriture, des fournitures scolaires pour les enfants, des vêtements... Pour obtenir cette allocation, le demandeur d'asile doit avoir accepté les conditions matérielles d'accueil de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), notamment l'hébergement au sein du Dispositif national d'accueil (DNA), généralement en région - ceux qui refusent un hébergement en région se voient couper leur ADA. Le montant de l'ADA peut varier selon la situation familiale de la personne. Un

demandeur d'asile célibataire bénéficie de 6,80 euros par jour, soit 206,83 euros en moyenne par mois. Une famille composée de 10 personnes a le droit à 37,40 euros par jour. À cette somme, peut s'ajouter une autre aide liée au paiement d'un logement. Si le demandeur ne s'est pas vu proposer un hébergement dans le DNA, il touche 7,40 euros supplémentaire. Le total de son aide s'élève ainsi à 14,20 euros par jour, soit 431 euros par mois. Donc ces 431 euros sont versés à tous les demandeurs d'asile en plus d'un "hébergement gratuit". En décembre 2021, la France compte un peu plus de 111 000 demandeurs d'asile. La majorité de ces personnes sont prises en charge par l'État. Selon le patron de l'Ofii, 30% des demandeurs ne sont pas hébergés dans le DNA et pourraient prétendre donc à l'aide maximale. Mais parmi ces 30%, une partie vit chez un proche ou est logée via le 115. Ceux-ci ne perçoivent donc pas l'aide supplémentaire liée au logement. "*Éric Zemmour a en fait donné une moyenne mensuelle, basée sur les chiffres du ministère de l'Intérieur. Mais on ne peut pas dire que tous les demandeurs touchent cette somme*".

Sur France Inter, le 7 février 2022 : "*La loi Dalo (...) permet d'héberger des clandestins et des demandeurs de droit d'asile déboutés ou pas déboutés.*" Sur Europe 1, le 6 janvier 2022 : "*La loi SRU, qui oblige toutes les villes à faire du logement social à 25%, essaime l'immigration.*"

La loi Dalo = Droit au logement opposable, instaurée en 2007 permet aux personnes mal logées d'être reconnues prioritaires afin de faire valoir leur droit à un logement ou un hébergement digne.

La loi SRU = Relative à la solidarité et au renouvellement urbain, adoptée en 2000, oblige certaines communes à disposer d'un certain nombre de logements sociaux. Elle a pour objectif de favoriser la mixité sociale en matière d'urbanisme.

Les demandeurs d'asile sont hébergés au sein du Dispositif national d'accueil (DNA). La Loi Dalo ne les concerne donc pas. Les personnes sans-papiers sont exclues de ce dispositif, du fait de leur absence de document de séjour en règle sur le sol français. En revanche, les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent bénéficier de la loi Dalo, mais ils ne sont pas considérés comme des demandeurs d'asile ou des clandestins car ils possèdent désormais un statut en règle.

En ce qui concerne la loi SRU, là aussi, les personnes en situation irrégulière ne peuvent pas en bénéficier, pour les mêmes raisons que la loi Dalo. Et, contrairement aux affirmations d'Éric Zemmour, la Fondation Abbé Pierre assure qu'en 2021, 80% des logements sociaux étaient occupés par des Français.

LES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS AU REGARD DU DROIT

Un rapport (2022) fait la synthèse, en matière de droit, sur la situation actuelle des mineurs non accompagnés. Il est publié le jeudi 3 février 2022, par La défenseure des droits et le défenseur des enfants.

Présentation

Un mineur non accompagné ou mineur isolé étranger est un enfant de moins de 18 ans, de nationalité étrangère, arrivé sur le territoire français sans être accompagné par l'un ou l'autre des titulaires de l'autorité parentale ou par un représentant légal. La notion d'isolement est une notion juridique qui renvoie à l'exercice de l'autorité parentale sur un mineur, qui selon le code civil n'a pas de capacité juridique. La notion d'accompagnement, plus large, renvoie au fait pour le mineur de ne pas être accompagné d'un adulte qui prend soin de lui. La loi française utilise le terme de « mineur privé temporairement ou définitivement de la protection de sa famille ».

Poussés sur le chemin de l'exil, des mineurs arrivent en France seuls, sans famille ni

ressources, après un parcours migratoire souvent traumatisant, fait de violences, de solitudes, de dangers. La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), ratifiée par la France, stipule dans son article 20 que « tout enfant temporairement ou définitivement privé de son milieu familial, ou qui dans son propre intérêt ne peut être laissé dans ce milieu, a droit à une protection et une aide spéciale de l'État y compris **les enfants demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants, sans considération de leur nationalité, de leur statut au regard de l'immigration ou de leur apatridie** ».

Les mineurs non accompagnés (MNA)... qui arrivent dans notre pays, ont donc droit à la même protection que tout autre enfant. En France, l'institution du Défenseur des droits, aussi chargée de la défense des droits des enfants, a pour mission de s'assurer du respect des droits de ces mineurs vulnérables et de leur protection. Sa position à leur égard est constante : tout jeune se disant mineur et isolé doit être considéré « comme un enfant à protéger, relevant de ce fait des dispositions légales de la protection de l'enfance » et non comme « un étranger, relevant de la compétence de l'État ». Cette approche est conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui rappelle aux États qu'il convient de garder à l'esprit que « **la situation d'extrême vulnérabilité de l'enfant est déterminante et prédomine sur la qualité d'étranger en séjour illégal** ». Bien loin de cet état du droit, l'institution constate que les mineurs non accompagnés sont trop souvent suspectés de fraude, perçus comme des étrangers en situation irrégulière, comme des majeurs, voir comme des délinquants, avant d'être considérés comme des enfants en danger. L'évaluation de leur minorité et de l'isolement est parfois entachée de ces représentations négatives. On constate des violations des droits fondamentaux des mineurs confiés et protégés (droit à l'éducation, droit à la santé, droit à préserver son identité...) et de multiples difficultés auxquelles ces jeunes gens sont confrontés lors de leur passage à la majorité (régularisation de leur situation administrative ; rupture brutale de leur prise en charge malgré une formation en cours...).

Le rapport se termine par des recommandations dont : La Défenseure des droits ; Recommande au ministre de l'Intérieur la modification du CESEDA afin de reconnaître l'admission au séjour de plein droit des mineurs non accompagnés à leur majorité quel que soit l'âge auquel ils ont été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et quels que soient leurs liens avec leur famille dans leur pays d'origine.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220202-la-croix-claire-edon-rapport-mna-1.pdf>

LA SCOLARISATION RESTE UN DROIT APRÈS SEIZE ANS.

En mai 2019, la Cour administrative d'appel de Paris avait rappelé au ministre de l'Éducation nationale, à la suite d'un refus d'affectation scolaire concernant un mineur isolé, que le droit à l'instruction trouve à s'exercer « même dans le cas où l'enfant, âgé de plus de seize ans n'est plus soumis à l'obligation scolaire ». Le ministre s'était pourvu en cassation devant le Conseil d'État. Le 1er février 2022, le Conseil d'état a rejeté le pourvoi du ministre en considérant « *que la circonstance qu'un enfant ait dépassé l'âge de l'instruction obligatoire ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse bénéficier d'une formation adaptée à ses aptitudes et besoins particuliers* ». Le Ministre doit respecter le droit à la formation de tous les enfants, sans distinction, et donner les instructions nécessaires à ses services pour qu'ils cessent leurs pratiques illégales. Mais il a fallu attendre deux ans et demi pour que ce soit décidé. Et pendant ce temps les jeunes en question, que sont-ils devenus ?

HÉBERGEMENT REFUSÉ, INSTALLATIONS INTERDITES

Tenu d'assurer l'hébergement des demandeurs et demandeuses d'asile, l'État manque à cette obligation de longue date, refusant obstinément de s'en donner les moyens. Mais lorsque les

intéressé-es se chargent d'organiser leur propre « mise à l'abri », il ne lésine pas sur les méthodes les plus violentes pour les en empêcher. Deux volets, en somme, d'une seule et même politique. La sous-budgétisation de la politique d'asile perdure depuis des années, au mépris des obligations découlant, pour l'État, de la directive européenne « Accueil ». Un demandeur d'asile sur deux, seulement, est hébergé dans le cadre du dispositif asile et les structures d'hébergement d'urgence, également en tension, ne compensent en rien cette pénurie organisée et assumée. Quant aux tentatives d'organisation d'hébergements alternatifs dans des bâtiments vacants, elles aboutissent parfois à l'obtention de délais devant les juges. Mais trop souvent les intérêts des spéculateurs immobiliers, qui laissent des bâtiments vides pendant des années, prévalent sur la situation dans laquelle sont placés les exilé-es, qui sont rejeté-es à la rue.

<https://www.gisti.org/spip.php?article6732>

LES FEMMES DANS LA MIGRATION

On les pensait souvent absentes de la migration, sédentaires, restées au pays pour attendre leurs maris. En 2020, les femmes représentaient selon les Nations-unies près de la moitié de la population migrante.

Durcissement des politiques de regroupement familial, violences conjugales, désir d'autonomie... Les raisons du départ sont multiples pour ces femmes qui, de plus en plus, partent seules ou avec leurs enfants sur les routes migratoires. Confrontées à des violences de genre, les femmes sont encore plus vulnérables que les hommes pendant leur parcours et leur situation ne s'améliore pas forcément, arrivées à destination.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/7-milliards-de-voisins/20220208-les-femmes-dans-la-migration>

ALFORT-VILLE

Depuis début décembre 2021, des travailleurs sans-papiers d'Alfortville, en région parisienne, tiennent des piquets de grève devant leur ancienne entreprise Chronopost et depuis mi-novembre 2021 devant DPD (filiales du groupe public la Poste) pour réclamer leur régularisation et obtenir la nationalité française. Une cinquantaine de travailleurs sans-papiers passent leurs jours et leurs nuits dans une dizaine de tentes, sous l'œil de l'agent de sécurité recruté pour garder le portail face aux manifestants. Le travail est dur : en 4 heures, 20 000 colis arrivent sur les tapis roulants qu'il faut trier et porter. *"On est des travailleurs, pas des criminels ! On bosse bien..."* .

Pour le moment, les négociations n'avancent pas. Les travailleurs sans papiers sont soutenus par l'Union Syndicales Solidaires du Val-de-Marne et le collectif des sans papiers de Vitry-sur-Seine. Ils gardent en mémoire la victoire des 26 travailleurs sans papiers de Chronopost d'Alfortville, tous régularisés après sept mois de mobilisation en janvier 2020.

Une marche des travailleurs sans-papiers de Chronopost a eu lieu le 31 janvier 2022. Anne Hidalgo a écrit : *À Alfortville, j'ai apporté mon soutien à la grève des travailleurs sans papiers qui demandent leur régularisation. Nous devons consacrer les droits de ceux qui travaillent depuis longtemps et qui ont fait tenir notre économie pendant la pandémie.* [pic.twitter.com/SyCZskGjRu](https://twitter.com/SyCZskGjRu)

<https://www.rfi.fr/fr/france/20220208-france-les-salari%C3%A9s-sans-papiers-de-chronopost-d-alfortville-demandent-toujours-leur-r%C3%A9gularisation>

<https://94.citoyens.com/2022/du-mali-au-val-de-marne-le-long-periple-des-travailleurs-sans-papiers,17-01-2022.html>

BAYONNE

Un centre de vaccination

Les exilés qui arrivent en France par le Pays basque viennent pour la grande majorité d'Espagne ou des Canaries. Pour beaucoup, Bayonne n'est qu'une étape avant de continuer leur chemin vers d'autres villes françaises ou d'autres pays d'Europe du nord. Après s'être reposé quelques jours au centre Pausa, les migrants prennent un car ou un train pour rejoindre leur destination finale. Non vaccinés, les migrants sont bloqués dans la ville. Dès son ouverture début 2019, la structure fonctionne comme un lieu d'accueil temporaire, d'une capacité de 120 places. En trois ans, 20 000 exilés sont passés par le centre Pausa. En moyenne, ils y sont restés 1,74 jours, selon les chiffres de la mairie. Même si la mairie de Bayonne vante la mise en place de la vaccination pour les migrants dans un "but humanitaire", elle admet également que l'enjeu est de ne pas engorger le centre. *"Il faut que les personnes migrantes puissent poursuivre leur parcours"*. Depuis le 17 janvier 2022, les migrants accueillis au centre Pausa, à Bayonne, reçoivent, s'ils le souhaitent, une dose de vaccin Pfizer. Avant de se faire vacciner, les migrants doivent se soumettre à un test sérologique pour savoir s'ils ont déjà contracté ou non des anticorps. Les exilés peuvent avoir perdu leur document relatif à leur schéma vaccinal sur la route, ou ont parfois reçu un vaccin non reconnu au sein de l'Union européenne. Les sérologies permettent d'adapter la prise en charge. *"Avec ces analyses, on s'est rendu compte que 11 personnes sur 12 avaient déjà été infecté par le virus ou avaient déjà reçu une dose, en Espagne ou au nord de l'Afrique"*.

BOURGNEUF-LA-FORÊT

Depuis 2018, une douzaine de membres de l'association de la Maison solidaire du Bourgneuf-la-forêt (en Mayenne) aident les jeunes migrants dans leur organisation : transport scolaire, besoins alimentaires, tenue de la maison, soutien scolaire, démarches de santé. *« Ils sont assez autonomes pour pouvoir partager une vie en petit groupe, se prennent en main pour gérer le quotidien ensemble et se montrent peu exigeants en matière de dépenses »*

CALAIS

Créée durant l'été 2021, Mosaïc veut sortir de la dynamique d'urgence et de la relation aidants-aidés qui s'instaure généralement entre membres d'associations et exilés. Les migrants n'ont pas d'espace de partage avec les Français, à part la police et les volontaires : *"Moi, je veux favoriser le lien entre les exilés et les Français"* indique le fondateur. *« J'ai pu observer que [la musique] suffisait pour créer du lien avec les personnes exilées en quelques minutes seulement. La musique, ça aide, c'est un outil de partage extraordinaire. C'est un moyen de communication précieux pour ces personnes avec lesquelles il est souvent impossible d'échanger en raison de la barrière de la langue. "Certains aimaient, d'autres pas. Et c'est très bien comme ça : ce qu'on veut, c'est créer des émotions. Ce sont vraiment des moments de partage, juste de l'écoute, des danses, des chants, des sourires." Les « gens [dansent] en plein air, dans ces campements davantage habitués aux démantèlements, quasi quotidiens, qu'aux fêtes »*. En janvier, un match de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui opposait le Soudan à la Guinée, a par ailleurs été diffusé sur un terrain en friches planté de tentes, à l'aide d'un vidéoprojecteur. *"Ça a été très bien reçu par les personnes. C'était accessible à tous et il y avait pas mal de Calaisiens. Ils ont passé un moment festif avec de la musique et du foot."* Un repas a également été organisé début janvier. *"On avait ramené du matériel de peinture. Des Afghans et des Soudanais ont peint. Certains ont représenté la mer, un autre a dessiné une fenêtre en disant que c'était celle qu'il aurait dans sa maison plus tard."* Quelques jours plus tard, le 17 janvier 2022, une sortie dans une fête foraine a été organisée pour environ 25 jeunes migrants âgés de 15 à 20 ans. *« C'était top. C'était une première pour eux. Certains nous ont dit que ça leur permettait d'oublier les tragédies qu'ils ont vécues." S'amuser pour lâcher prise et profiter, pour une fois, de l'instant présent. Le but c'est qu'ils ne soient plus dans la projection dans laquelle ils se trouvent depuis des années. On ne veut plus qu'ils se disent :*

'Ah ce sera bien en Angleterre', mais plutôt : 'Là, maintenant, je suis bien''.

Peindre un passage clouté

A 3 heures du matin, une religieuse octogénaire, auxiliaire des âmes du purgatoire, et le jésuite (qui avait fait la grève de la faim) partent seau de peinture blanche et pochoirs en carton à la main pour badigeonner une signalisation. Ils peignent un passage clouté au beau milieu d'une route nationale à Calais. Afin de faciliter la traversée des migrants. « *De nombreuses personnes traversaient cette route très passante à cet endroit pour aller prendre une douche dans le local du Secours catholique, raconte la sœur. On avait demandé à plusieurs reprises à la mairie de mettre des panneaux pour inciter les voitures à ralentir et éviter les accidents, mais ils n'ont rien fait. Alors, nous deux, on s'est porté volontaire. On s'est dit : "Si on se fait prendre par la police, vu nos âges, ils n'oseront pas nous faire trop de mal. Et puis, ça ferait du bruit dans la presse."* » Sur place, nos dangereux conjurés peignent donc des petits bonshommes sur la route pour sensibiliser les automobilistes. La religieuse rit encore de ce bon coup, une façon de résister.

<https://www.temoignagechretien.fr/attention-traversee-de-migrants/>

Marche pour rendre hommage aux migrants

500 personnes ont défilé dimanche 6 février 2022 dans le centre-ville et sur le front de mer. Ils participaient à une marche **solennelle, en silence** aux frontières en portant les noms des exilés décédés aux frontières depuis 20 ans. La marche s'est terminée **sur la plage**, où les noms des migrants décédés ont été lus à haute voix et où les manifestants ont fait un *die-in*, en s'allongeant sur le sol pour symboliser les morts.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/500-personnes-defilent-a-calais-pour-rendre-hommage-aux-migrants-decedes-1644164361>

Squat

Des membres d'associations d'aide aux migrants se sont installés depuis une semaine dans deux bâtiments de la ville laissés à l'abandon, dans l'espoir d'en faire des squats pour les personnes à la rue. "*Nous occupons actuellement certains des nombreux bâtiments de la ville de Calais qui restent vides et gaspillés pendant que les gens dorment dans les rues*", ont annoncé lundi 7 février 2022 des militants, regroupés sous le nom de "Calais logement pour tous". Ce collectif invoque "le droit au logement". Selon les associations, actuellement, environ 1 500 migrants dorment dehors à Calais. Depuis mardi 8 février 2022, l'ouverture du squat dans la barre d'immeuble se heurte à une forte présence policière. Les forces de l'ordre, alertées par le déploiement d'une banderole sur le bâtiment occupé, sont désormais postées au pied de cet immeuble, selon les personnes sur place. Ces dernières décrivent une "réponse démesurée" et affirment être "assiégées". "*La police nous a encerclés au 13 rue d'Ajaccio. Ils ne laissent entrer personne, ni eau, ni nourriture, ni matériel*". "*Ils ont coupé l'électricité, que nous avons rétablie, et coupé l'accès à l'eau*", "*Ceux qui sont à l'intérieur peuvent sortir mais à condition de se plier à un contrôle d'identité*". De légers affrontements ont eu lieu entre la police et des personnes venues montrer leur soutien à la création de ce squat. Les squats sont rarissimes à Calais. En cause : une répression accrue au moindre signe d'occupation d'un bâtiment, qui s'inscrit dans une politique toujours plus sévère à l'égard des migrants et des associations leur venant en aide. Cela n'a pas toujours été le cas et des squats, pour certains abritant plus de 250 personnes, existaient il y a encore quelques années à Calais. Mais en 2014, les migrants qui y vivaient ont été sommés de quitter les lieux pour aller s'installer dans la "jungle", démantelée deux ans plus tard. Depuis, les migrants survivent dans des campements sauvages qui sont, ces dernières années, démantelés tous les deux jours. "*On en a marre que les gens se fassent expulser toutes les 48 heures, c'est insupportable, c'est totalement inhumain et dégradant*", s'insurge une juriste pour l'ONG Human Rights Observers, justifiant le recours par les militants à une tentative d'ouverture de squat.

Vendredi 11 février 2022, pour assurer l'évacuation du bâtiment, plus d'une dizaine de policiers du RAID ont été déposés par hélicoptère sur le toit de l'immeuble social désaffecté et ont utilisé des explosifs pour fracturer les portes. Les militants se trouvant à l'intérieur, probablement alertés par le bruit, avaient déjà "quitté les lieux" à l'arrivée des forces de l'ordre. Grâce à un fort soutien populaire en bas de la tour qui s'est rué sur la porte, la majorité des personnes ont pu sortir sans se faire identifier. L'huissier a refusé de relever les identités des habitant.e.s, permettant cette procédure. Quatre militant.e.s de « calais logement pour toutes » sont actuellement en garde à vue depuis hier suite à une interpellation violente dans la rue : Des "*groupes d'individus*" avaient alors "*pris la police pour cible en jetant des projectiles*", selon la préfecture.

CERBÈRE

De plus en plus de migrants tentent d'entrer en France depuis l'Espagne en passant par la zone qui borde la Méditerranée, via le village français de Cerbère. On observe depuis 2020 une augmentation des passages, mais cela s'est amplifié en 2021 : 13 000 personnes "*qui n'avaient pas de document pour circuler en France*" ont été interpellées à Cerbère. Les migrants montent dans un train depuis l'Espagne ou empruntent de nuit les sentiers de randonnées en contournant le col des Balistres. Pour éviter les contrôles policiers, déployés en nombre dans la région, les exilés prennent plus de risques et passent par le tunnel ferroviaire. "*À chaque fois que je travaille au tunnel entre l'Espagne et la France, j'en croise plusieurs*" indique un cheminot. Certains jours, il peut voir entre 50 et 60 personnes sur les rails.

Des barbelés ont été installés à la sortie du tunnel ferroviaire, les contrôles policiers ont été encore renforcés dans toute la région, sur la route et dans les trains, mais aussi à la sortie des gares de la région, un avion de la police aux frontières survole la zone plusieurs fois par semaine, et une brigade conjointe franco-espagnole devrait bientôt voir le jour. Les passeurs aussi sont dans le viseur des autorités. Pour le seul mois d'octobre 2021, 39 passeurs ont été arrêtés à Perpignan et 22 en septembre, contre une dizaine par mois habituellement.

À Perpignan, les associations se disent débordées par les arrivées de migrants. "*Il y a de plus en plus de gens qui dorment dans les rues, sur des bouts de cartons. Chaque jour, c'est environ une cinquantaine de personnes qui arrivent dans un état déplorable, parfois sans chaussures, dont de nombreux mineurs et quelques familles*" Perpignan est pourtant considérée comme une ville de transit par les migrants, qui tentent de rejoindre d'autres villes de France. Mais certains sont si démunis et dépourvus de contact dans le pays qu'ils y restent des années. Des collectifs ouvrent des squats pour leur offrir un toit, le 115 étant totalement saturé. La majorité des exilés qui passent par la côte Vermeille sont originaires d'Algérie. Par la mer, ils débarquent en Espagne et poursuivent leur chemin vers la France. Cette route migratoire en mer Méditerranée, empruntée depuis des années par des Algériens pour rejoindre l'Hexagone, a connu en 2021 un regain de fréquentation. D'après les autorités espagnoles, près de 10 000 ressortissants algériens sont entrés clandestinement dans le pays entre janvier et novembre 2021, soit 20 % de plus qu'en 2020 à la même période. De nombreux "*jeunes hommes de 18 à 35 ans, originaires des villes côtières du pays, comme Oran, Mostaganem, Boumerdès ou Alger*" fuient la morosité économique du pays et l'instabilité politique.

CIBOURE

Le 12 octobre 2021 à l'aube, quatre migrants avaient été percutés par un train dans cette ville frontalière de l'Espagne alors qu'ils se trouvaient sur les voies ferrées. Trois d'entre eux étaient morts sur le coup. Le quatrième, lourdement blessé, avait été transporté au centre hospitalier de Bayonne. Les exilés s'étaient assoupis sur les rails peu de temps après avoir franchi illégalement la frontière franco-espagnole. L'unique survivant de ce "*drame humain marquant et terrible*", selon les mots du procureur de la République de Bayonne, est toujours soigné à l'hôpital. La préfecture des Pyrénées-Atlantiques lui a délivré, le 20 janvier 2022, une autorisation de séjour, valable jusqu'au

19 avril 2022. Après l'accident, une enquête a été ouverte par le parquet de Bayonne. En parallèle, les familles des victimes et le seul survivant, épaulés par des associations (l'Anafé, la Cimade et le Gisti), ont déposé une plainte contre X, le 6 décembre 2021, auprès du procureur de Bayonne, pour "homicides involontaires" et "administration de substances nuisibles". Les plaignants espèrent que cette action en justice permettra de lever les zones d'ombre de l'enquête. L'enquête ouverte après le drame est toujours en cours à la police judiciaire de Bayonne, les victimes n'ont, *"pour le moment, que très peu de détails sur les circonstances du drame"*, déplore l'avocat du blessé et des familles de victimes. L'idée de cette plainte est de contredire la version officielle selon laquelle les migrants se seraient endormis sur les voies. *"Est-ce que c'est réellement ce qu'il s'est passé, ou est-ce qu'il y a d'autres hypothèses ?"* Les plaignants pourront également avoir accès au dossier, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Parmi les zones d'ombres qui demeurent dans l'enquête : le rôle de la cinquième personne qui se trouvait sur place au moment du drame mais qui a pris la fuite. Entendu par la police quelques jours après l'accident, alors qu'il sortait juste de soins intensifs, le rescapé n'avait pas mis en cause cette personne mais le jeune homme la suspecte, désormais, d'être impliquée. *"Ça nous semble difficilement concevable que quatre exilés, qui ont déjà connu beaucoup de difficultés, se soient endormis en même temps, la nuit, sur des rails de train alors qu'ils savaient les risques qu'ils encouraient tant pour leur sécurité, que d'être surpris par la police"*. *"L'une des hypothèses est que cette cinquième personne, qu'ils ne connaissaient pas particulièrement, ait pu avoir une action directe sur cet endormissement, peut-être en mettant des substances comme des somnifères dans des bouteilles d'eau"*, *"Les exilés sont aussi des cibles parce qu'ils font le voyage avec des économies [...] qui servent à payer les passeurs et à débiter une installation."* Le cinquième homme avait été interpellé à Bayonne deux jours après l'accident. Il avait expliqué aux enquêteurs *"s'être réveillé avant les autres. Il se serait écarté pour faire des exercices physiques pour se réchauffer. Il aurait ensuite été pris de panique quand le train a heurté ses compagnons"*. L'homme avait été condamné, quelques mois plus tôt, pour vol avec effraction. Les plaignants ne sont *"pas dans une volonté de dire que l'enquête a été mal faite et qu'il faut tout recommencer"*. L'avocat des plaignants compte *"sur les prélèvements réalisés tout de suite [après le drame] et mis de côté"* pour mieux comprendre le déroulé de l'accident. *"Normalement, des analyses toxicologiques sont toujours faites en cas de mort suspecte"*. Des analyses toxicologiques sont en cours afin de savoir si des somnifères ont été administrés aux exilés. Les résultats devraient être connus d'ici quelques semaines. De leur côté, les associations qui se sont jointes à la plainte espèrent que les zones d'ombres de l'enquête seront levées avec la plainte. Mais elles souhaitent aussi que la responsabilité de l'État soit reconnue. *"Les politiques migratoires ont des conséquences dramatiques sur la vie des gens. Et cette situation est liée aux politiques migratoires donc il nous semble important d'aller plus loin pour désigner les responsables"*.

Depuis trois ans, environ **30 000 migrants ont atteint la France** depuis la ville espagnole d'Irun, sans revenir sur leur pas

GRANDE-SYNTHE

Le camp, à côté de Grande-Synthe, est actuellement privé de tout : ni point d'eau, ni toilettes, ni benne à ordures (2 février 2022) selon Salam Nord/Pas-de-Calais. Olivier vient régulièrement **offrir des douches aux exilés** avec son camping-car 30 à 35 douches chaque jour, durant 30 jours. Par discrétion, et c'est très bien, il ne précise pas quelle association finance ses bouteilles de gaz. Ce n'est qu'une très petite aide, mais bien utile.

http://www.associationsalam.org/IMG/mp4/vid-20220122-olivier_douches.mp4

HASPARREN – PAYS BASQUE

L'association d'aide aux migrants Etorquinekin a mobilisé ses troupes dimanche 6 février 2022, pour rappeler qu'en 2021, sept personnes sont décédées en voulant franchir la frontière

franco-espagnole. Des rassemblement se sont déroulés dans plusieurs communes dont celle d'Hasparren. Pendant toute la journée, plusieurs points de rassemblements sont organisés à Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint Palais et Hasparren. En fin de matinée, ils étaient ainsi une trentaine sur la place de l'Église d'Hasparren où Txomin parle *"d'une politique migratoire inhumaine"*. De petites bougies ont été allumées sur le Monument aux Morts de la ville. Au passage de la frontière entre Irún et Hendaye, *"sept migrants sont morts en 2021, soit par noyade en tentant de traverser la Bidassoa, soit écrasés par un train sur la voie ferrée empruntée pour échapper aux contrôles policiers"*.

OUISTREHAM

Contrairement aux campements de Calais et à ceux des villes du nord de la France, Celui de Ouistreham est rarement démantelé. Il n'y a pas le "harcèlement policier" que dénoncent les associations dans le Nord. Installé loin des plages et du centre-ville, le campement est "invisible" aux touristes et aux habitants. *"Cet isolement leur garantit au moins la tranquillité, et par la même occasion une certaine stabilité. Pour l'instant du moins"*, selon le collectif local Citoyen.nes en lutte. Les migrants espèrent accrocher un des nombreux camions de marchandises qui transitent chaque jour par la ville, point de départ des ferries pour Portsmouth, au sud du Royaume-Uni. Depuis 2017, de nombreux exilés ont tenté le passage par cette voie, plutôt que par Calais. Cette année-là, *"jusqu'à 250 personnes s'étaient installées à Ouistreham"*. Depuis environ six mois, les traversées ont repris, faisant renaître l'espoir d'un passage pour les migrants soudanais. Selon un officier de la gendarmerie posté dans la région, *"le nombre de tentatives reste stable"* actuellement, mais elles sont "très régulières". Chaque semaine ou presque, des migrants sont repérés par des agents de la sécurité du port, qui les confient ensuite aux forces de l'ordre. *"Certains arrivent quand même à passer de temps en temps, même si c'est rare, cela rend le rêve encore possible aux yeux de ceux qui restent."*

L'un a quitté le Darfour en 2020 pour la Libye, ce pays *"terrible pour tous les migrants"*. Il a patienté sept mois, dont un dans la prison de Al Zaouïa. La traversée de la Méditerranée pour l'Europe, quelques semaines après sa sortie, a duré trois jours, aux côtés de 75 autres personnes originaires du Soudan, d'Érythrée et de Somalie. *"On a réussi à arriver seuls jusqu'à Malte. Mais on nous a tout de suite jeté en prison, encore. J'y suis resté neuf mois. Maintenant je suis ici, voilà."* les exilés se relaient au rond-point du Débarquement, à l'entrée de la ville, ou dans une petite rue, près du port. Leur but est de monter dans un camion qui passe par là, pour rejoindre le port et le ferry. D'après les migrants, s'accrocher ici est un peu plus facile, même si les camions ne s'arrêtent pas. Tous les feux de circulation du coin sont bloqués à l'orange clignotant.

Une grande maison a été investie par Citoyen.nes en lutte. Située juste en face de l'écluse du canal, elle avait été laissée vide depuis deux ans par une association de voile. *"On voudrait faire un potager avec les exilés. En plus d'être utile, ça pourrait les occuper la journée et leur changer un peu les idées"*, indique un militant. Sur deux étages, 25 couchages au total sont répartis sur des lits superposés, au dessus d'une pièce de vie, où ils peuvent disposer du chauffage, des toilettes et des douches. Dans la cuisine, les étagères sont fournies en pâtes, farine, thé et filtres à café. Cette fragile accalmie est désormais menacée. *"Un huissier de justice est passé il y a quelques jours, Nous saurons le 10 mars si nous pouvons rester ici ou non."*

PARIS

Le 8 décembre 2021, armé d'un sabre, un homme avait lacéré des tentes d'un camp de migrants du parc de Bercy. Il avait été désarmé : deux hommes ont alors été blessés par l'assaillant, dont un grièvement. Plusieurs autres migrants présents ont réussi à désarmer l'homme, le blessant légèrement. Mardi 1^{er} février 2022, un homme arrêté début décembre après l'agression a été mis en

examen et écroué du chef de « violences à caractère raciste avec arme et préméditation ». Quatre d'entre eux ont été placés sous le statut de témoins assistés dans le cadre de l'enquête.

https://actu.fr/ile-de-france/paris_75056/migrants-attaques-au-sabre-a-paris-un-homme-incarcere-pour-violences-a-caractere-raciste_48394005.html

PONTIVY- MORBIHAN

L' Association morbihannaise d'insertion sociale et professionnelle, va ouvrir un centre d'accueil et d'étude de situation à Noyal-Pontivy. Ce centre permettra d'accueillir les réfugiés et d'éviter qu'ils ne dorment dans la rue, qu'ils ne vivent dans des squats, des camps de migrants, indique le directeur général de l'Amisep. Les travaux ont commencé, début février 2022, pour installer ce centre dans l'ancienne maison des sœurs de la congrégation des Filles du Saint Esprit, vide depuis 2019.

TOULOUSE

L'ancien Ehpad des Tourelles accueille, depuis février 2020, des **mineurs isolés** en attente de leur prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Le dispositif, ouvert et financé par la mairie à la suite des alertes d'associations et de collectifs (Médecins du Monde, Société de Saint-Vincent-de-Paul, Tous-tes En Classe 31), abrite aujourd'hui une centaine de jeunes. Le 25 janvier 2022, la municipalité a annoncé aux jeunes et aux associations sa fermeture. L'évacuation devrait avoir alors lieu le 7 février 2022. Pour les associations qui interviennent depuis deux ans dans ce lieu, ce volte-face est un coup dur. En décembre 2021, les jeunes et les associations et collectifs intervenant bénévolement auprès d'eux avaient pourtant engagé un dialogue avec la Mairie, qui avait alors affirmé que cette perspective n'était pas envisagée avant fin avril 2022. Cette expulsion va intervenir en pleine trêve hivernale, sans diagnostic social préalable, sans solution d'hébergement proposée aux jeunes concernés. Ils'agit de la seule mise à l'abri possible pour des jeunes exclus de toute protection ? À cela s'ajoutent les risques de rupture du parcours scolaire. Enfin, la majorité d'entre eux devraient être reconnus mineurs dans les jours ou les semaines qui viennent, tandis qu'entre temps, d'autres seront mis à la rue suite à leur évaluation par le dispositif du Conseil départemental. Tous nécessitent un suivi et un appui dans leurs démarches de recours.

<https://www.medecinsdumonde.org/fr/actualites/france/2022/01/31/expulsion-des-mineurs-non-accompagnes-des-tourelles-ou-est-lurgence>

MANCHE

La préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord vient de livrer le bilan de ses opérations, vendredi 3 février 2022 : **35.000 migrants ont entrepris la traversée de la Manche** dans le Pas-de-Calais en 2021 et plus de 8.600 sont tombés en panne ou en avarie et se sont retrouvés en situation de danger. Donc 26 400 ont réussi leur traversée. Plus de 1300 personnes ont atteint le Royaume-Uni en janvier 2022.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/500-personnes-defilent-a-calais-pour-rendre-hommage-aux-migrants-decedes-1644164361>

RAPPEL

Il y a dix-neuf ans, le 4 février 2003, à la suite de la fermeture du centre de Sangatte et dans le prolongement du traité de Canterbury du 12 février 1986, la France et le Royaume-Uni signent le traité du Touquet. La frontière britannique est externalisée sur le sol français moyennant des financements de la Grande-Bretagne. La France devient le « bras policier » de la politique

Un passage au camp de Grande-Synthe confirme l'intensité des départs. Une famille kurde, est arrivée dans le camp le 25 novembre 2021 avec leur quatre enfants âgés de un à neuf ans. Depuis, elle a déjà tenté 7 fois de traverser la Manche en bateau : le mercredi 9 février 2022, "*Des policiers nous ont arrêtés avant qu'on monte à bord et ils ont crevé le bateau avec un couteau*". Un autre jeune homme affirme vivre à Grande-Synthe depuis un mois et avoir déjà tenté 15 fois de traverser la Manche. Soit une tentative tous les deux jours, malgré des températures qui atteignent parfois 0 degré.

Alors que c'est Calais qui concentre encore la majeure partie des exilés présents sur le littoral français, les départs s'organisent de plus en plus en périphérie de la ville, où la présence policière est moins importante. Plus à l'ouest, vers Wilmereux et Boulogne sur mer ; et plus à l'est, vers Loon-Plage et Dunkerque, jusqu'à Gravelines. "*Ça n'évolue pas dans le bon sens*" face à l'indifférence générale face au désespoir des exilés qui les pousse à prendre la mer. Pour Utopia 56, "*ça passe beaucoup à Dunkerque*" car la zone est un peu moins militarisée que Calais. Les exilés, pressés de quitter la France, acceptent de monter à bord d'embarcations de qualité déplorable. "*Généralement c'est un gros pneumatique mal foutu, vendu sur internet par des boîtes chinoises. Je n'en voudrais pas pour traverser ne serait-ce que le bassin du port. C'est criminel.*" Le 18 décembre 2021, à 2000 mètres seulement de la plage de Malo-les-bains, juste à côté de Dunkerque, une embarcation, partie de Leffrinckoucke, avec 24 hommes à bord, s'est désintégrée dans une eau à 7 degrés. "*Il faisait 3 degrés à l'extérieur*". Malgré trois plongeurs pour aider les membres de l'équipage à hisser les naufragés à bord, les secouristes se sont trouvés en difficultés. "*Les gars m'ont appelé deux fois pour me dire : 'On n'y arrive pas. Il va y avoir de la casse'*". Finalement, tous les exilés ont été secourus. Il s'en est fallu de peu. Sans l'assistance des sauveteurs "*un quart d'heure plus tard, on avait 24 morts.*"

RAPPORT SUR LE LITTORAL NORD

Un collectif d'associations rassemblées au sein d'une Plateforme de soutien aux migrants (PSM) a produit un rapport sur le littoral Nord, le 4 février 2022 : 19 ans jour pour jour après la signature des accords du Touquet (4 février 2003), qui ont confié la gestion de la frontière à la France, à Calais. Il s'est instaurée en 30 ans une véritable « politique de dissuasion » pour empêcher les traversées clandestines de la Manche, sur le littoral nord de la France. « *Par le harcèlement et la violence, l'objectif de l'État est de faire partir les exilés en les poussant à bout* ». Cela se traduit, par une démonstration de force destinée avant tout à « *réassurer l'opinion publique et la population quant à (sa) capacité à faire régner l'ordre* ». Car dans les faits, ni l'« *appareil policier, administratif et juridique* » mis en place, ni les aménagements type barbelés, ni les accords bilatéraux avec la Grande-Bretagne ne parviennent à empêcher les migrants de se risquer à un passage à bord de camions ou, désormais, par la mer.

C'est en 1997, après une première vague d'immigration venant notamment du Kosovo, que le sujet a commencé à susciter une réponse policière. Depuis, le littoral est devenu un passage obligé pour les personnes aspirant à rejoindre l'Angleterre. Les camps se sont succédés, de Sangatte fin des années 1990, à la « jungle » de Calais dans la foulée de la crise migratoire de 2015, pour aboutir à une politique désormais assumée de « **zéro point de fixation** » par les autorités, condamnant les migrants « **à l'errance** ». Entre-temps, la coopération avec la Grande-Bretagne s'est renforcée à coups d'accords bilatéraux, de celui du Touquet, entré en vigueur en 2004, au 19ème de Sandhurst en 2018, avec plusieurs dizaines de millions d'euros investis par la Grande-Bretagne pour étanchéifier le littoral français. Résultat : « *a minima* » 1,28 milliard d'euros dépensés depuis 1998 en clôtures, barbelés, vidéosurveillance, sécurité privée et autres dispositifs. Un arsenal qui s'accompagne aussi d'un « harcèlement quotidien », de « violences policières » ou

encore d'un « empêchement d'accéder aux droits fondamentaux ». Sur trois décennies, « l'État a perfectionné sa doctrine de dissuasion », pour aboutir à un littoral « bunkérisé ». « Au final, les étrangers ne peuvent ni entrer » en France et dans l'espace européen, « ni rester, ni sortir »

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/migrants-barbeles-surveillance-expulsions-le-littoral-nord-s-est-bunkerise-selon-un-rapport-6863278c-9334-459b-86d3-3cc57a566f4a>

INSTALLATION DE CAMÉRAS SUR LE LITTORAL

Des caméras, financées par les Britanniques, vont bientôt être installées sur le littoral français, qui s'étend sur plus de 130 km, du Dunkerquois à la baie de Somme, afin de lutter contre les traversées de la Manche. Les communes qui souhaitent s'équiper de ces appareils ont jusqu'à fin mars pour solliciter des fonds. À ce stade, *"plus d'une vingtaine ont souhaité s'inscrire dans cette démarche"*, a indiqué la préfecture du Pas-de-Calais. Dans le cadre de ce projet, baptisé "Terminus", *"un bureau d'études se déplace"* depuis mi-janvier et jusqu'à mi-février 2022, dans les villes concernées *"afin de déterminer le nombre et l'emplacement précis des caméras"*. *"Début mars, les projets précis seront adressés aux collectivités afin de leur permettre de mobiliser les fonds britanniques au plus tard le 31 mars"*. Les autorités ont identifié des *"points stratégiques, comme les intersections de départementales et points d'accès à la mer"*, souvent sans vidéosurveillance. Un arrêté précisera *"les modalités d'accès aux images et le renvoi de celles-ci vers les services de police et de gendarmerie qui pourront surveiller tous les mouvements suspects de véhicules"*, les mairies pourront également les visionner, mais les autorités britanniques, n'y auront pas accès. Au cours de cette année 2022, 100 véhicules, *"dotés de moyens de surveillance et de détection perfectionnés"* seront livrés par le Royaume-Uni à la France pour sillonner la côte. À cela s'ajouteront *"300 lampes, 160 projecteurs d'éclairage tactique, des moyens d'interceptions et de communication, mais aussi des effets d'habillement"*. Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, a déployé fin 2021 un avion patrouilleur jour et nuit au dessus de la Manche pour aider à repérer les canots qui tentent la traversée. Des drones ont également survolé la zone en janvier 2022, *"dans un cadre de secours à personne et de prévention des accidents en mer par des migrants tentant de traverser la mer par des embarcations de fortune"*.

<https://www.lavoixdunord.fr/1084565/article/2021-10-14/bientot-des-cameras-sur-le-littoral-pour-empêcher-les-migrants-de-traverser-la>

MÉDITERRANÉE

LES NAVIRES ET AVIONS

À la date du 31 janvier 2022, aucun navire humanitaire ne sillonne la Méditerranée centrale.

AITA MARI

Dimanche 30 janvier 2022, Les 176 migrants (116 hommes, 18 femmes et 42 mineurs) entassés à bord de l'Aita Mari étaient autorisés à débarquer sur l'île de Lampedusa alors que les conditions météorologiques en mer, se dégradèrent fortement.

OCEAN WIKING

L'Ocean Viking, de SOS Méditerranée, revient dans la zone. Le bateau a été autorisé, jeudi, à reprendre la mer. Les autorités italiennes avaient immobilisé l'Ocean Viking le 11 janvier au port sicilien de Trapani. "Toutes les déficiences retenues pour la détention du navire ont été

corrigées. Nous nous préparons à reprendre nos opérations en Méditerranée au plus vite".

Entre les 12 et 14 février, l'Ocean Viking a porté assistance à 247 personnes, à bord de cinq embarcations. Parmi elles se trouvaient 54 mineurs, dont 49 étaient seuls. La première intervention s'est déroulée samedi après-midi 11 février 2022, dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, après la découverte de 93 personnes sur une embarcation en bois surchargée. Dans la nuit de samedi à dimanche, 88 autres migrants, dont un bébé, ont été pris en charge alors qu'ils se trouvaient sur un autre canot en bois surchargé, dans la zone de recherche et de sauvetage libyenne. Dimanche matin 12 février, l'Ocean Viking a repéré dans la zone maltaise une nouvelle embarcation en bois qui menaçait de prendre l'eau. Les 22 personnes qui s'y trouvaient sont toutes saines et sauvées. Dimanche matin, un quatrième sauvetage, dans la zone maltaise, a recueilli 25 exilés qui se trouvaient dans un bateau en fibre de verre en détresse dans les eaux internationales. Le navire humanitaire avait été alerté par le Colibri 2, un avion de l'ONG Pilotes volontaires qui apporte son aide aux opérations de sauvetage par l'observation aérienne. La dernière opération a eu lieu lundi 14 février 2022, dans la SAR zone libyenne. Dix-neuf personnes, dont deux femmes et trois mineurs non accompagnés, ont été secourus alors qu'ils se trouvaient sur un bateau en fibre de verre dans une mer agitée, "*avec des vagues de plus d'un mètre*".

GÉO BARENTS

Après une semaine passée en mer à attendre les instructions du centre de coordination et de sauvetage, le navire a pu accoster, samedi 29 janvier 2022, à Augusta, en Sicile, avec ses 439 occupants recueillis au cours de cinq opérations survenues près de la Libye, entre les mercredi 19 et vendredi 21 janvier. À bord, l'équipage avait apporté "un soutien" aux rescapés, en particulier "aux survivants de violences sexuelles et physiques, aux personnes atteintes de maladie chroniques", et, au fil des jours, "la santé mentale et physique" des naufragés s'était dégradée.

TUNISIE

Samedi 5 février 2022, les autorités tunisiennes ont porté assistance à une embarcation à 12 kilomètres de Sfax : 163 migrants clandestins, dont 162 étaient Tunisiens et un Marocain, figuraient neuf femmes et 16 enfants. Les migrants étaient âgés entre 8 et 48 ans. Ils ont été conduits au port de Sfax, où ils ont été pris en charge par les garde-côtes. Ils avaient pris place dans la nuit de vendredi à samedi dans un canot de fortune depuis le littoral de Sfax souhaitant rejoindre l'île italienne de Lampedusa (à 180 kilomètres).

LIBYE

Leurs corps sont épuisés mais ils se disent déterminés à poursuivre le combat. Depuis vendredi 4 février 2022, environ 600 migrants, enfermés dans la prison d'Ain Zara, au sud de Tripoli, observent une grève de la faim. Ils entendent à travers ce mouvement dénoncer leurs conditions de détention. Leurs corps sont épuisés mais ils se disent déterminés à poursuivre le combat. Ils ont été envoyés de force dans cette prison le 10 janvier 2020, après trois mois de contestation devant les locaux du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) de Tripoli. Ils réclamaient leur évacuation du pays et leur réinstallation dans un État tiers.

"C'est difficile, nous sommes épuisés. Certains pleurent, d'autres ne parviennent plus à bouger. Hier, une quinzaine d'entre nous sont tombés car ils se sentaient mal. Ils sont trop faibles pour tenir debout". "Mais c'est le seul moyen que nous avons trouvé pour être entendus par les instances internationales et pour que le monde connaisse notre quotidien".

Les exilés sont entassés dans des hangars qui font offices de prison. Ils sont environ 300 par cellule. Parmi eux, des femmes et des enfants. Ils se disent victimes de mauvais traitements : brûlures, coups, viols, travail forcé, privation d'eau et de nourriture... Les migrants disent recevoir, en guise de repas, des pâtes, une seule fois par jour. L'eau arrive en petite quantité. Les gardiens

ouvrent les robinets quelques minutes deux à trois fois par semaine. Parfois, l'eau est salée. Si les exilés se plaignent, ils subissent des brimades. Les femmes, elles, sont violées. *"Les gardes nous frappent sans raison. Parfois, ils emmènent des personnes dans une pièce et les violentent. Ils filment les tortures et les envoient aux familles pour qu'elles paient une rançon". "Un jour, les gardiens les ont pris et, depuis, on ne les a plus revus. On ne sait pas ce qu'ils sont devenus".* Le prix de la liberté s'élève à environ 350 euros. La plupart n'ont pas les moyens de régler une telle somme. Faute de moyens, ils craignent d'être emprisonnés pendant des années, malgré leur statut de réfugié, obtenu auprès du HCR en Libye.

Cette protestation est le dernier espoir des grévistes de la faim. *"On ne sait pas combien de temps le mouvement peut durer mais une chose est sûre : soit nous mourrons sous les coups, soit nous mourrons de faim", "Tout ce qu'on veut c'est être libres et protégés".*

Vendredi soir 11 février 2022, un bateau de pêche libyen a percuté un canot de migrants sur lequel se trouvaient 21 personnes, parties du village d'Abou Kammash, en Libye. *"La personne qui se trouvait à la barre du canot a manœuvré pour s'approcher et demander de l'aide, mais l'approche s'est faite trop rapidement et trop brusquement et le canot a heurté violemment le flanc du bateau de pêche".* Tous les occupants du bateau se sont retrouvés à l'eau, heureusement munis d'un gilet de sauvetage pour la plupart. Ils ont réussi à remonter sur le canot, puis ont été secourus et amenés sur l'île de Lampedusa par des sauveteurs italiens. En revanche, trois personnes sont toujours portées disparues. D'après le témoignage des rescapés, le bateau de pêche aurait poursuivi sa route sans s'arrêter à la suite de l'accident. *"Les dynamiques de l'accident doivent encore être élucidées"*, pour l'Organisation internationale des migrations - Méditerranée centrale.

AUX FRONTIÈRES

BIÉLORUSSIE ET LITUANIE

De nombreux migrants venus de Biélorussie voisine survivent actuellement dans le camp de Pabradė en **Lituanie**, aux allures de centre de détention. Un demandeur d'asile guinéen, y est enfermé depuis sept mois. Au mois de novembre 2021, il a fait son entretien de demande d'asile, mais sans conviction. Ici, tous les fonctionnaires du centre disent : 'Vous n'aurez jamais l'asile'. Lors d'une visite d'une députée du pays, elle a dit la même chose : 'Rentrez chez vous, vous n'aurez pas l'asile'. Tout le monde nous dit ça en Lituanie. Pour faire sa demande d'asile il y est allé les menottes aux poignets. Il n'y a pas d'avocats, non plus. On l'installe dans une pièce avec un écran face à lui. Il parle avec un agent de l'immigration et un interprète à travers un écran. Il ne voit personne physiquement. Il a eu la réponse trois semaines plus tard, elle était négative. Personne n'était étonné. Autour de lui, personne n'a obtenu de réponse positive. C'est en recevant le courrier de refus qu'il a compris que l'interprète n'était pas au niveau. Il y a une copie de son entretien. Il traduit ce qui était écrit, et beaucoup de choses étaient approximatives. Des mots ont été écrits alors qu'il ne les avait pas utilisés. Ils ont mal orthographié son nom et ont mis une mauvaise date de naissance.

GRÈCE ET TURQUIE

Les corps de 12 migrants, morts de froid, ont été découverts, mercredi 2 février 2022, en Turquie, à proximité immédiate de la frontière grecque. *"Douze des 22 migrants repoussés par les douaniers grecs, dépouillés de leurs vêtements et de leurs chaussures, sont morts de froid"* a

annoncé le ministre turc de l'Intérieur Turc. Les deux pays se renvoient depuis toujours la responsabilité de la prise en charge des migrants à cette frontière. *"L'Union européenne est impuissante, faible et inhumaine"*, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, allant jusqu'à traiter Athènes de *"voyou"*. Ankara accuse régulièrement les autorités grecques de repousser illégalement vers la Turquie les migrants tentant de passer en Grèce, ce qu'Athènes a toujours démenti. Athènes accuse en retour Ankara de fermer les yeux sur les personnes qui tentent de passer en Grèce, en violation de l'accord de mars 2016 qui prévoyait un réel effort de la Turquie pour limiter les migrations à partir de son territoire en échange d'une aide financière de six milliards d'euros de la part de l'UE. La Turquie rejette également ces accusations. Jeudi 3 février. 2022, 7 nouveaux corps de migrants morts de froid ont été retrouvés en Turquie près de la frontière grecque

Un groupe de 21 migrants est arrivé à l'aube dimanche 30 janvier 2022 sur l'île grecque de Chios, après avoir traversé la mer Égée, depuis la Turquie. Les exilés se sont séparés pour éviter d'être repérés par les forces de l'ordre et renvoyés côté turc. 12 personnes ont été interceptées et remises à l'eau sur un canot par les Grecs, puis secourues quelques heures plus tard par les Turcs alors qu'ils dérivait près de Cesme, en Turquie, à une dizaine de km des côtes grecques. 6 autres migrants ont également été arrêtés par la police. Les 3 derniers auraient quant à eux été jetés à l'eau dans la nuit de dimanche à lundi. *"Avant de nous mettre dans l'eau, les garde-côtes grecs nous ont donné des gilets de sauvetage mais ils étaient trop petits car destinés à des enfants"*. 2 d'entre eux ont nagé jusqu'à la terre ferme par leurs propres moyens, avant d'être pris en charge par la police. Un autre est porté disparu. *"Il a dit qu'il ne savait pas nager, mais [les garde-côtes grecs] ne l'ont pas écouté"*. L'information relative à la remise à l'eau des trois migrants est à prendre avec précaution, car délivrée par la Turquie, elle n'a pas été confirmées par la Grèce.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

Un consultant au ministère allemand du Travail, indique qu'en Allemagne, il est tout à fait légal de travailler comme recruteur afin de trouver des personnes capables d'occuper des postes à pouvoir dans les entreprises allemandes. Ces intermédiaires sont payés par l'opérateur qui recherche de la main-d'œuvre. Ceux qui souhaitent venir en Allemagne pour étudier, se former ou travailler doivent commencer par l'apprentissage de la langue allemande et atteindre au moins le niveau B1 ou B2 qui permet aux étrangers de trouver une opportunité d'emploi. Un site web officiel recense par exemple les offres d'emploi et fournit des informations sur les procédures de candidature. Un site fédéral fait de la mise en relation entre les candidats et des postes adaptés à leurs recherches et compétences. L'agence propose aussi de l'aide pour monter son dossier de candidature. Elle assiste également les personnes une fois arrivées en Allemagne. Mais certaines entreprises proposent de véritables contrats de travail mais qui comportent des clauses comme l'obligation de travailler un certain nombre d'années pour cette entreprise et à des salaires inférieurs au salaire minimum. D'autres recruteurs exigent des sommes exorbitantes aux demandeurs d'emploi marocains, poussant certains à vendre des biens ou à contracter des emprunts. Enfin des agents se présentent comme capables de procurer des contrats à ceux qui rêvent d'aller vivre et travailler en Allemagne, moyennant des sommes allant de 1 500 à 9 000 euros. Mais soit le contrat est reconnu comme un faux en Allemagne, soit le visa n'est pas donné. L'un de ces intermédiaire est en prison à Kénitra, au nord de Rabat, pour avoir vendu de faux contrats de travail à des dizaines de Marocains. L'homme a été expulsé d'Allemagne en coopération avec les autorités marocaines.

https://www.make-it-in-germany.com/fr/?mtm_campaign=twitter-india&twclid=11491661283438911490&cHash=dd85c94efe7fdbdd62720db40f0b0ad2

AUTRICHE

L'Autriche, qui a constaté un afflux de migrants à ses frontières de l'est et du sud, a renforcé ses contrôles en juillet dernier. La plupart des exilés viennent notamment de Pologne, après être passés par la Biélorussie voisine. Depuis l'été 2021, des milliers de personnes ont afflué vers les frontières orientales de l'Union européenne pour rejoindre l'ouest du continent. Grâce à des renseignements des autorités allemandes, huit migrants ont été retrouvés, sur une aire d'autoroute dans les environs de Schwechat, au sud-est de Vienne cachés dans une étroite caisse-palette en bois, attachée sous un camion, a annoncé par la police autrichienne mercredi 9 février 2022, un mois après les faits. Les migrants, originaires de Turquie, avaient fait le passage depuis la Roumanie jusqu'en Autriche via la Hongrie dans ces conditions. Plusieurs ont été retrouvés en état d'hypothermie, après avoir voyagé par des températures glaciales. D'autres avaient perdu connaissance après avoir été exposés aux gaz émanant du pot d'échappement. Le conducteur du camion, un homme turc de 39 ans, a été arrêté avec un complice le mois dernier. Son complice présumé, Turc aussi, âgé de 56 ans, a été arrêté vendredi 4 février 2022 dans la ville de Graz, où il réside, selon la police. Aucun autre détail sur les passeurs ou sur les migrants n'a été divulgué. D'après la même source, le conducteur a avoué avoir transporter jusqu'à 40 migrants en Autriche lors de huit voyages différents. Chaque passager a dû payer entre 15 000 et 16 000 euros pour ce passage périlleux. "Ce cas montre une fois de plus le côté déshumanisant du trafic organisé". Où bien cela montre la détermination de ces migrants à quitter leur pays pour trouver une vie normale en Europe.

ESPAGNE

En 2021, plus de 37 300 migrants, en grande partie en provenance du Maroc, sont arrivés par la mer en Espagne (dans la péninsule ainsi que dans les archipels des Baléares et des Canaries), selon le ministère espagnol de l'Intérieur

Canaries

Les centres pour mineurs isolés de l'archipel des Canaries arrivent à saturation. La directrice générale de la protection de l'enfance et de la famille du gouvernement des Canaries a demandé l'aide des autorités pour prendre en charge les mineurs isolés qui débarquent dans l'archipel. La venue d'une cinquantaine de jeunes en janvier 2022, notamment sur l'île de Lanzarote, a encore aggravé la situation. Les centres d'accueil pour mineurs des Canaries se retrouvent aujourd'hui totalement saturés. Près de 2 800 jeunes, arrivés ces dernières années sur des embarcations de fortune depuis les côtes ouest-africaines, sont actuellement sous la tutelle du gouvernement des Canaries, qui leur fournit un hébergement, un accès à l'éducation et aux soins de santé. "Je ne sais plus où chercher, on a écumé tout le secteur immobilier, il n'y a plus de ressources", a-t-elle alerté. Elle a lancé un appel aux municipalités canariennes, qui refusent d'accueillir des mineurs sur leur territoire, car "elles estiment qu'ils [les migrants] sont conflictuels". "Ce n'est pas le cas. Et vous ne pouvez pas faire de politique avec ces enfants". Ainsi dans la ville d'Haria, dans le nord de Lanzarote, la mairie refuse de collaborer avec les autorités, et entrave l'utilisation de biens immobiliers pour les loger. Résultat : les structures manquent et nul ne sait où seront transférés les nouveaux arrivants se déclarant mineurs. "L'armée devra monter des tentes car il n'y a plus de solution" dans les centres existants. Pour faire baisser la pression sur le réseau d'accueil, le gouvernement des Canaries a demandé au ministère espagnol de l'Intérieur le déploiement de personnel dédié à la protection de l'enfance "au pied des côtes" afin d'évaluer la minorité des migrants dès leur arrivée dans l'archipel. Le gouvernement espagnol a annoncé début février 2022 le renforcement des effectifs militaires qui effectueront des tests pour évaluer la minorité des migrants, ce "qui allégera grandement la pression" dans les centres. Pour le sénateur de l'île de La Gomera, si le gouvernement "n'agit pas dans l'urgence, de nombreux mineurs seront contraints de dormir dehors en raison de l'incapacité de ceux qui n'ont pas pu prendre de décision

pour résoudre un problème extrêmement grave". "Ce n'est plus une question de solidarité mais de co-responsabilité". "C'est une crise humanitaire. Quand les enfants arrivent aux Canaries, ils arrivent en Espagne et le gouvernement ainsi que le reste des communautés autonome [de l'archipel] sont co-responsables"

Fuerteventura

Une personne a perdu la vie en essayant de rejoindre l'archipel espagnol des Canaries dans une embarcation transportant "une quarantaine" de migrants, ont déclaré mercredi 2 février 2022 les secours en mer. L'embarcation se trouvait à une trentaine de kilomètres au large de Fuerteventura lorsqu'il a été porté secours à "une quarantaine de personnes" et, *"parmi elles, une était morte et une autre a été évacuée en hélicoptère"*. L'opération de secours s'est poursuivie pour tenter de retrouver d'autres occupants du bateau, car d'autres personnes "pourraient être" tombées à l'eau, puisqu'on ignorait combien d'exilés avaient pris le départ à bord de cette embarcation.

Melilla: Démantèlement d'un réseau

Cinq personnes impliquées dans un réseau d'immigration clandestine ont été inculpées lundi 7 février 2022 dans l'enclave espagnole de Melilla : trois d'entre elles ont déjà été arrêtées, dont le propriétaire d'un petit bateau qui est entré dans la ville à la mi-janvier 2022. Un autre a été interpellé au Maroc et un dernier est toujours recherché par les autorités.

Les trafiquants faisaient monter les migrants dans un bateau depuis le Maroc et les faisaient débarquer sur les côtes de Melilla. Le 9 janvier 2022, la police a expliqué avoir arrêté les passeurs à bord d'un bateau de plaisance (battant pavillon espagnol) accompagnés de 18 migrants de diverses nationalités. Le prix payé par les exilés *"variait en fonction de la capacité économique de chacun, allant de 500 à plus de 4 000 euros"*. Le bateau a été intercepté par la Garde civile et les passeurs ont été transférés à l'Unité de lutte contre les réseaux d'immigration illégale et les falsifications de documents (Ucrif) à Melilla. Le porte-parole de la police a précisé que les personnes impliquées, dont le skipper du bateau, la personne qui volé le bateau et les organisateurs des voyages sont en collusion avec une branche marocaine. *"Ils font partie d'un même réseau qui opère entre le Maroc et Melilla"*. L'organisation était divisée en deux branches : les trafiquants basés au Maroc étaient chargés du recrutement des migrants et de leur transport jusqu'au point d'embarquement sur la côte marocaine, et la branche espagnole à Melilla était en charge d'organiser le voyage, de fournir les bateaux et de "réceptionner" les exilés une fois sur le sol espagnol. Les trafiquants ont confessé que la taille de l'embarcation utilisée le jour de leur arrestation était insuffisante pour accueillir les passagers prévus. Les conditions météorologiques étaient mauvaises et les vagues fortes. *"Le navire a commencé à se remplir d'eau [...] Loin de ralentir, le pilote du bateau a accéléré une fois qu'il a vu la côte de Melilla, le bateau s'est échoué sur les rochers mettant la vie des victimes en danger. La plupart ne savaient pas nager et ne portaient pas de gilets de sauvetage"*, a expliqué l'un d'eux aux autorités.

GRÈCE

Avant le mois d'octobre 2021, les enregistrements de demandes d'asile en Grèce continentale passaient par une prise de rendez-vous pour un entretien préalable via l'application de visioconférence Skype. En octobre 2021 les autorités grecques ont cessé d'accepter les demandes d'asile déposées sur le continent, à Thessalonique ou Athènes par exemple. Les migrants ne peuvent enregistrer leur dossier que sur les îles de Lesbos, Samos, Chios... ou dans le centre d'accueil de Fylakio, dans la région d'Evros, à la frontière turque, une zone que les exilés cherchent à éviter, par crainte d'être renvoyés vers la Turquie. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour s'y rendre. Désormais, les demandeurs se retrouvent face à un mur : on leur explique que cette procédure d'asile ne s'applique plus. Quelques exceptions existent : être considéré comme "vulnérable" et pouvoir présenter un certificat attestant notamment d'une maladie grave, d'une

grossesse ou encore d'avoir survécu à la torture ou à un viol. Il est également possible de demander une "note de police". Mais on ne les laisse pas entrer dans un commissariat pour faire enregistrer une demande d'asile. En conséquence, à Thessalonique, un groupe de bénévoles distribue chaque nuit de la nourriture, des vêtements, des sacs de couchage et des couvertures à de plus en plus de personnes. Ces dernières se retrouvent à la rue sans prise en charge, ni solution d'hébergement. Le pays enregistre ces dernières semaines des températures de moins 14°C et des tempêtes de neige.

Manifestation au camp de Vastria

Le camp de Vastria viendra remplacer celui de Moria détruit en 2020 par un immense incendie. Actuellement, les demandeurs d'asile sont hébergés dans un camp, présenté au départ comme "temporaire", appelé Kara Tepe ou Mavrovouni. Il a doublé de taille au fil des mois et abrite désormais quelque 3 500 personnes dans des conditions déplorables, selon les ONG. Vastria devrait être achevé d'ici septembre 2022 et abriter jusqu'à 3 000 migrants et demandeurs d'asile. Son ouverture était prévue pour l'été 2021, mais elle a sans cesse été repoussée. Les autorités grecques ont promis que ce nouveau camp fermé garantirait des conditions de vie « décentes » aux demandeurs d'asile. Ce nouveau camp de Vastria cristallise les tensions, les habitants de Lesbos ne supportant plus que leur île serve de lieu de transit à des milliers de migrants voulant entrer dans l'Union européenne en provenance de Turquie. Les habitants de Lesbos s'opposent à ce projet et les autorités locales soutiennent les manifestations et ont menacé d'amener le gouvernement national grec devant les tribunaux pour tenter d'arrêter le projet. Une manifestation avait eu lieu le 8 février 2022 pour s'opposer à ce nouveau centre pour migrants, à 30 kilomètres au nord de la capitale de l'île Mytilène. Les autorités grecques ont annoncé l'arrestation de quatre personnes accusées de dégradation de matériel de chantier utilisé pour la construction de ce camp à Lesbos. Six autres personnes qui auraient participé aux violences ont été identifiées. L'Union européenne finance également de nouveaux camps (dont certains sont toujours en cours de construction) sur les autres îles grecques qui font face à la côte turque (Samos, Chios, Kos, Leros). La liberté de mouvement est restreinte sur ces nouveaux sites, suscitant les critiques des groupes de défense des droits de l'Homme.

IRLANDE

L'État irlandais a l'obligation de fournir aux demandeurs d'asile un endroit où vivre en attendant que leur demande d'asile soit étudiée. Le **système d'hébergement** « Direct Provision » a été mis en place en Irlande en 1999 en réponse à une forte hausse des arrivées de demandeurs d'asile dans le pays. Cette organisation d'hébergement provisoire prévoit que les bénéficiaires disposent d'une place d'hébergement, de repas quotidiens pris en commun et à heures fixes, le versement hebdomadaire de 38,8 euros par adulte et 29,80 euros par enfant, ainsi que d'une carte de santé. Les centres sont en grande majorité situés en pleine campagne, loin des villes et loin des gares. Les demandeurs d'asile hébergés - parfois jusqu'à 8 personnes par chambre - ont le droit de sortir sous certaines conditions horaires et sont obligés de rentrer le soir. Jusqu'à très récemment, les personnes hébergées n'avaient par ailleurs aucun accès à certaines démarches d'intégration. Par exemple, elle ne pouvaient pas passer leur permis de conduire ou ouvrir un compte bancaire à leur nom. Elles n'avaient pas le droit à une formation professionnelle non plus. Jusqu'en février 2018, les demandeurs d'asile n'avaient pas, non plus, le droit de travailler en Irlande – contrairement à la plupart des pays européens [en France, ils doivent attendre 6 mois après l'enregistrement de leur dossier par l'Ofpra]. Malgré le changement de législation, ces restrictions continuent de s'appliquer à une majorité de personnes qui dépendent de Direct Provision. Elles sont toujours exclues du marché du travail en Irlande en raison, notamment, de l'éloignement des centres éloignés. Ce dispositif maintient les demandeurs d'asile dans un état de santé mentale et physique fragile, ce qui mène à une forme d'exclusion sociale. Plus de 7 000 personnes vivent actuellement dans des centres Direct Provision dans toute l'Irlande. Prévu pour n'être au départ qu'une solution d'hébergement à

court terme, le système s'est transformé en habitat sur le long terme pour de nombreuses personnes en raison des durées très longues d'examen des demandes d'asile. La durée moyenne de séjour au sein de Direct Provision est de 24 mois mais certaines personnes y ont été hébergées jusqu'à 12 ans.

Une coalition de 8 organisations non-gouvernementales irlandaise (Nasc, Amnesty International Irlande, Crosscare Refugee Project, Cultúr, Doras, Immigrant Council of Ireland, Irish Refugee Council et MASI (Movement of Asylum Seekers in Ireland).), appellent le gouvernement irlandais à mettre un terme au système d'hébergement Direct provision qu'elles jugent "dégradant". Le gouvernement avait promis de mettre fin à ce dispositif d'ici 2024 mais, selon les ONG, aucune réforme n'a été sérieusement engagée pour tenir cette échéance. *"En tant que coalition, nous allons demander rigoureusement des comptes au gouvernement irlandais sur sa promesse de fermer les centres d'ici 2024"* . *"L'État irlandais a défendu l'odieux système Direct Provision pendant deux décennies, ignorant les critiques des demandeurs d'asile et des organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme"*. le 26 janvier 2022 : *" il y a au moins 1 646 personnes qui vivent encore dans des hébergements d'urgence dans toute l'Irlande"*. *"Le gouvernement a également déclaré qu'il allait mettre en place une véritable évaluation de la vulnérabilité [des demandeurs d'asile], mais cela ne s'est pas produit partout. Actuellement, les mineurs non accompagnés qui arrivent pour demander l'asile sont placés dans des familles d'accueil. À leur 18 ans, ils sont automatiquement envoyés dans le système Direct Provision."* *"Depuis plus de 21 ans, le système irlandais Direct Provision est un scandale. Il n'a absolument pas permis à l'Irlande de remplir ses obligations en matière de droits humains à l'égard des personnes qui cherchaient une protection dans le pays. Cela fait 21 ans que des personnes sont en souffrance et marginalisées. Et 21 ans que des vies sont en suspens"*,

Plus de 1 560 demandes de protection internationale ont été déposées en Irlande en 2020. Et 1808 de janvier à fin octobre 2021. Le temps moyen de traitement des demandes de protection internationale, en première instance était de 17,6 mois en 2020. 23 mois pour les dossiers dont l'examen s'est terminé dans le courant de l'année 2021.

Le ministre irlandais pour l'égalité a réagi à la création de STAD (la réunion des ONG) en affirmant que *"les ONG et le gouvernement ont le même objectif : mettre fin à Direct Provision d'ici 2024"*. *"Nous prendrons contact avec les ONG pour les tenir au courant des progrès faits dans ce sens"*. Les ONG maintiendront la pression sur les politiciens et les fonctionnaires pour s'assurer qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires à la disparition de Direct Provision. *"Nous espérons qu'ensemble, nous pourrons enfin mettre un terme à ce système dégradant et inhumain en Irlande."*

https://twitter.com/rodericogorman/status/1486346820397813762?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1486346820397813762%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F38258%2Fen-irlande-une-coalition-dassociations-appelle-a-mettre-fin-au-systeme-dhebergement-controverse-direct-provision

ITALIE

Le corps d'un homme a été retrouvé sur le toit d'un train régional français entre la ville italienne de Vintimille et la France, mardi 1er février 2022. Le drame s'est produit à quelques centaines de mètres de la frontière française, dans le quartier de Latte, à côté de Vintimille. Le jeune homme était caché dans le creux du pantographe. Il serait entré en contact avec des câbles de 25 000 volts. Les conducteurs du train ont donné l'alerte après avoir vu du feu sur le toit d'une des voitures. La ligne ferroviaire entre les deux pays a été interrompue de 12h30 à 14h30. Des ambulances et des secours ont été envoyés sur les lieux. Les médecins n'ont pu que constater le décès. L'association française Roya Citoyenne a appelé à une commémoration dimanche 6 février, à Menton, pour rendre hommage à cet homme et aux "30 personnes décédées à la frontière franco-italienne depuis 2015".

Le 3 février 2022, **Deux anciens géoliers du centre de détention libyen de Zuwara ont**

été condamnés à 20 ans de prison ferme par le tribunal de Palerme, en Sicile - peine maximale prévue par la justice italienne dans ce genre d'affaires. Ils ont été reconnus coupables "d'aide à l'immigration clandestine, de trafic d'êtres humains et d'enlèvement pour extorsion". Les tortionnaires ont été dénoncés par quatre migrants originaires, comme eux, du Bangladesh. Arrivés en Europe via l'île italienne de Lampedusa le 28 mai 2020, ces derniers racontent aux autorités leur terrible périple. Ils détaillent leur passage par la Libye. Et assurent que leurs bourreaux ont, eux aussi, débarqué en Italie. Une enquête est alors ouverte par la justice de l'île. Grâce à leurs profils Facebook, les deux geôliers sont repérés à Agrigente, puis arrêtés le 6 juillet 2020. Ils sont immédiatement reconnus par les plaignants. Après d'autres témoignages de la part des victimes : vidéos de torture, demande de raçon, cicatrices de torture, les accusés sont mis en examen.

Samedi 12 février 2022, quelques 400 personnes ont été secourues et amenées sur l'île. Au moins 120 migrants ont déjà perdu la vie en Méditerranée depuis le début de l'année 2022.

LITUANIE

En décembre 2021, la Lituanie a allongé le temps de détention à 12 mois et la loi stipule que les migrants peuvent être expulsés pendant l'examen de leur appel. Témoignage d'un migrant africain enfermé dans le camp de Pabradė, en Lituanie, non loin de la capitale. Bloqué depuis plusieurs mois dans ce centre pour migrants, il supporte mal la pression permanente des militaires lituaniens présents dans le camp qui harcèlent les exilés pour les forcer à rentrer chez eux. Il est arrivé vers mai 2021 en Lituanie lorsque les Biélorusses ont ouvert les frontières. Il est passé par la base militaire de Kabeliai, puis s'est retrouvé dans le camp de Pabradė. Les militaires viennent tout le temps. Ils les réveillent vers 6h ou 7h du matin pour les compter. Certains militaires entrent avec leurs armes, d'autres ont des tasers à la main. Parfois aussi, ils viennent avec des chiens. De temps en temps, les chiens sont laissés en liberté dans la cour du camp. Des militaires ont utilisé leur taser une fois pour immobiliser un Sénégalais pendant une bagarre dans une chambre. Certains militaires lituaniens les insultent, les traitant 'd'extra-terrestres' ou de 'macaques'. Quand ils sont malade, ils disent : *'Tu veux voir un médecin, rentre chez toi en Afrique te faire soigner'*. Ils attendent longtemps avant d'emmener voir un médecin. L'un d'entre eux a passé trois jours dans son lit avant qu'on ne l'emmène, menotté, à l'hôpital. Les militaires disent : *'Signe ce papier, sinon on n'appelle pas de médecins'*. Tous les migrants connaissent ce 'papier'. Ils ne savent pas ce qu'il y a écrit dessus, c'est en lituanien et ils interdisent de le prendre en photo. Mais ils se doutent que c'est une décharge qui autorise notre expulsion. Personne ne le signe. On demande tout le temps un interprète, un traducteur. Mais ils répondent toujours : *'Non, signe'*.

POLOGNE

La précarité de la situation des migrants est aujourd'hui moins visible aux yeux de la communauté internationale, elle n'a, pourtant, que peu évolué. Après un passage par la Biélorussie voisine, 1 750 personnes - en provenance d'Irak et de Syrie pour la plupart - se terrent désormais dans les six centres d'hébergement fermés de Pologne.

Les conditions de vie du centre de Wedrzyn, une base militaire à la frontière allemande transformée en centre pour étrangers cet été 2022, sont particulièrement préoccupantes. En novembre 2021 et le 22 janvier 2022, des rébellions ont été menées par les exilés pour dénoncer la situation. Des exercices militaires sont toujours menés sur ce terrain encerclé de barbelés malgré la présence des migrants, déjà traumatisés par leur exil. Chaque jour, ses 600 occupants entendent des explosions, et voient les soldats déambuler, fusils sous le bras.

Bien qu'à l'abri du froid et des intempéries, les migrants sont toujours exposés à des *"traitements inhumains et dégradants"*, s'est inquiété le Commissaire polonais aux droits de l'Homme, dans une lettre adressée aux tribunaux polonais en charge de la détention. Depuis août 2021, des équipes de cette instance nationale indépendante mènent des visites inopinées dans les six

centres fermés polonais, gérés par le gouvernement. Et après six mois d'enquête, le constat est accablant : *"surpopulation dans les centres", "mauvaises conditions de vie", "manque d'hygiène" et "d'accès à leurs droits"...* *"De graves lacunes en termes de prise en charge tant psychologique que médicale des étrangers en détention avaient déjà été diagnostiquées avant la crise à la frontière polono-biélorusse. La situation à laquelle nous sommes confrontés depuis le milieu de l'année dernière s'est considérablement aggravée"*.

Les chambres peuvent accueillir jusqu'à 24 exilés, soit 2,2 mètres carrés par personne. Un chiffre qui est en deçà des normes internationales, et de celles des prisons polonaises. Les fenêtres des chambres, toujours surmontées de barreaux, n'ont pas de rideaux. *"Pour se protéger du soleil et de l'éclairage artificiel extérieur, les personnes les recouvrent de papier toilette"*. *"aucun des centres gardés, ne serait-ce qu'en raison des conditions qui y règnent et du caractère strictement carcéral de ces structures, n'est un lieu approprié pour les enfants, et un séjour là-bas peut avoir un impact définitivement négatif sur leur développement et leur état psychophysique"*. *"Le placement dans un centre gardé doit être considéré comme un dernier recours"*, préconise-t-il. Des *"alternatives à la détention, notamment aux familles avec enfants et mineurs non accompagnés, ainsi qu'aux adultes ayant subi des tortures"* doivent toujours être proposées.

<https://oko.press/rpo-warunki-w-osrodkach-dla-cudzoziemcow-moga-spelniac-definicje-nieludzkiego-tractowania/>

VATICAN

Le Pape offre un soutien aux migrants bloqués en Lituanie

Le don de 50 000 euros du Pape François est parvenu à la Caritas lituanienne (Vilnius). Cette somme sera utilisée pour fournir une assistance et acheter des médicaments, des produits alimentaires et des vêtements chauds afin d'atténuer les rudes conditions de vie auxquelles la population migrante est soumise, en particulier ceux de la frontière orientale de la Lituanie. Ce soutien est *«l'expression immédiate du sentiment de proximité spirituelle et d'encouragement paternel»* du Pape à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile, selon le Dicastère pour le service du développement humain intégral.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Selon le Home office , mardi 1er février 2022, le nouveau centre d'hébergement de Manston, dans le Kent est "prêt pour les arrivées" de migrants. Cet ancien site militaire a été aménagé pour héberger jusqu'à 300 personnes. À leur arrivée au Royaume-Uni, les exilés seront envoyés sur le site après avoir été contrôlés au port de Douvres. Des examens plus approfondis de leur situation sont ensuite prévus sur le site de Manston. Il sera à même de "retenir les migrants jusqu'à cinq jours le temps de compléter les contrôles de sécurité et d'identité", a précisé le Home office. Il est prévu que les personnes soient ensuite orientées, en fonction de leur situation, dans des centres répartis sur tout le pays. Le syndicat des travailleurs de l'immigration a estimé que, contrairement à ce qu'affirme le Home office, le site de Manston n'est pas prêt à recevoir du public

Le bail du site de Tug Haven a pris fin le 31 janvier 2022. Les conditions de vie y avaient été décriées de nombreuses fois. Le 3 juin 2021, la Haute Cour de Londres avait, jugé ces conditions d'accueil "illégales".

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

Une réfugiée iranienne, 30 ans, a annoncé **porter plainte contre** un État : la **Grèce**, qu'elle accuse de torture, de violences et de refoulements illégaux. Cette plainte a été déposée devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU par l'ONG allemande Europe Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR), a indiqué l'organisation mercredi 2 février 2022. Elle vise l'État grec pour détention arbitraire dans des conditions "inhumaines", sévices et expulsion sommaire. Elle est épaulée par quatre ONG, dont Amnesty International et Human Rights 360.

Elle a demandé l'asile dans l'Union européenne pour avoir fui en 2017 son pays, où elle était persécutée en tant que femme. Elle est actuellement en Allemagne. Elle dit avoir été, entre février et juin 2020, refoulée de Grèce vers la Turquie, via la rivière Evros et la mer Egée et détenue successivement dans des cellules sales d'un poste des garde-frontières, ainsi que dans un conteneur. Lors de ces expulsions, elle affirme avoir été "*menottée, battue, gazée, torturée et presque tuée*". En Grèce, elle a précisé avoir été détenue successivement dans des cellules sales d'un poste des garde-frontières, ainsi que dans un conteneur. Elle a également souligné avoir été témoin de violences à l'égard d'autres migrants, dont des enfants et une femme enceinte. Selon elle, les garde-frontières ont détruit des téléphones portables de migrants et saisi leur nourriture, ainsi que leurs habits.

"Lors d'un de ces refoulements [en Grèce], je me suis fait la promesse que, quand je serais en Europe, je saisisrais les tribunaux et j'obtiendrais justice. Parce que ces refoulements et cette violence doivent cesser. Nous sommes des êtres humains. Je veux aider pour qu'il y ait plus de respect pour les droits de l'Homme", a-t-elle déclaré . "*La mort et la torture aux frontières de l'Europe sont devenues une alternative acceptable aux migrations*", a dit le directeur d'Amnesty International pour l'Europe ; il a regretté que le climat politique actuel en Europe soit plus enclin "à pardonner" de telles violations des droits humains. Plusieurs ONG accusent régulièrement la Grèce de mauvais traitements dans les camps de migrants et de refoulements illégaux à sa frontière. Ce que le gouvernement d'Athènes dément systématiquement.

ASIE

TURQUIE

Après la découverte de nouvelles victimes, jeudi 3 février 2022, le nombre de migrants morts de froid retrouvés en Turquie près de la frontière grecque s'élève désormais à 19. C'est le nombre de corps découverts dans les opérations de recherche du gouvernorat d'Edirne, appartenant aux migrants qui ont été repoussés par les Grecs et qui sont morts de froid . Les 12 premières dépouilles ont été transférées à l'Institut de médecine légale à Istanbul.

AFRIQUE

ÉTHIOPIE

Les récents combats dans la région d'Afar, limitrophe du Tigré dans le nord-est de

l'Éthiopie, ont provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes et l'accès reste difficile, a alerté vendredi 4 février 2022 le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Selon les autorités régionales d'Afar, « plus de 200.000 personnes ont été déplacées en raison des récents combats dans la région. Elles sont dispersées dans des zones reculées avec peu ou pas d'accès aux biens essentiels tels que la nourriture et l'eau ». Plus de 63.000 civils éthiopiens sont réfugiés au Soudan voisin. Selon l'ONU, plus de 9 millions de personnes sont ciblées par les humanitaires dans les régions d'Amhara, d'Afar et de Tigré. « Ces récentes hostilités mettent encore plus en danger la vie des civils », précise l'OCHA, soulignant une hausse des besoins humanitaires, notamment en raison de l'augmentation des déplacés, mais aussi des restrictions d'accès qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire vers les zones touchées de l'Afar. Un camp de plus de 10.000 réfugiés a été pillé et brûlé. Ces événements ont suivi le pillage d'un autre camp dans la région fin décembre 2021. Au total, 22.000 personnes vivant dans les deux camps ont ensuite été privées d'accès et d'assistance. Tout le personnel humanitaire a dû être évacué, et l'accès à la zone reste impossible.

https://news.un.org/fr/story/2022/02/1113662?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=35d383c9a5-EMAIL_CAMPAIGN_2022_02_05_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-35d383c9a5-107916625

GUINÉE

146 migrants guinéens en provenance du Niger ont pu regagner leur pays jeudi 10 février 2022 grâce à un vol affrété par l'Organisation internationale des migrations (OIM). L'OIM organise trois vols spéciaux en février 2022. Pour les migrants qui ont tenté d'aller en Europe via la mer Méditerranée, ce retour se fait sur la base du volontariat. Dans ce groupe figurent surtout des jeunes qui étaient "sur la route" dans l'espoir d'atteindre les côtes européennes, et très peu de femmes. Ces migrants sont plus scolarisés qu'auparavant. Dans "Les derniers vols, il y a beaucoup de jeunes qui ont étudié, avec un certain niveau scolaire. Malgré leur bagage scolaire, ils n'ont pas étudié toutes les pistes de formation pour pouvoir poursuivre leur cursus en Guinée ou dans la sous-région. On part souvent sur un coup de tête. Parmi les jeunes, c'est souvent par mimétisme, par une idée un peu biaisée de la réussite en Occident." Rentrées en Guinée, ces 146 personnes ont la possibilité de se faire vacciner contre le Covid. Quelques jours après leur retour, ces migrants passent un entretien avec un agent de l'OIM, qui les aide à se réinsérer dans la société : reprendre des études, suivre une formation professionnelle ou bien monter une petite activité. Les projets sont soutenus par l'OIM. L'Organisation internationale des migrations a organisé le rapatriement de 4 000 migrants guinéens en 2021.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220210-guin%C3%A9e-146-migrants-volontaires-rapatri%C3%A9s-par-l-oim-en-provenance-du-niger>

MAROC

Mardi 1er février 2022, 63 migrants, dont quinze femmes et trois enfants, ont été secourus par la marine marocaine, après le naufrage de leur embarcation près de Tarfaya, dans le sud du Maroc, a indiqué l'ONG Alarm Phone. "Nous sommes très soulagés de confirmer que les 63 personnes en grande détresse près de la côte ont été retrouvées par la marine marocaine et ramenées saines et sauvées à terre"

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Plus de 50 personnes ont été tuées mardi soir 2 février 2022 sur un site de déplacés dans le territoire de Djugu, en Ituri, à la frontière avec l'Ouganda. Le site qui a été attaqué regroupait plus de 20 000 personnes, réfugiées à cet endroit après avoir fui les violences dans d'autres contrées de la région. Ce bilan confirmé par le gouvernement congolais pourrait être plus lourd, d'après les sources locales. L'attaque a été attribuée aux miliciens de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco). Les victimes ont été achevées par armes à feu et à coup de machettes. Les pertes

auraient été encore plus lourdes sans l'intervention des soldats de la Monusco. Positionnés à une dizaine de kilomètres du lieu, les casques bleus sont arrivés une demi-heure après l'incursion. Après échanges des coups de feu pendant environ deux heures, ils ont réussi à repousser les miliciens et à sécuriser le site le reste de la nuit. Mercredi 3 février 2022, les députés nationaux originaires de la province de l'Ituri ont notamment exigé le changement de la chaîne de commandement de l'Armée dans cette province.

TUNISIE

Même si des recensements précis n'existent pas, il y a de plus en plus de ressortissants subsahariens en Tunisie. Restauration, bâtiment ou encore secteur informel, ils font désormais partie de la réalité du pays. Certains d'entre eux ont fait le choix d'apprendre l'arabe. Des cours d'arabe leur sont donnés. Ils sont souvent en situation irrégulière en Tunisie et, vivant de petits boulots, ce moment est bien plus qu'un simple cours de langue. C'est aussi un pont qui, progressivement, se tisse avec les Tunisiens. *"Nous, on se rend compte d'une chose, c'est que lorsque le Tunisien comprend que tu es en train d'apprendre sa langue, il a envie de te donner encore plus de mots pour que tu puisses améliorer ton niveau plus rapidement."* dit une camerounaise. *"À la base, je n'ai pas eu envie de me mettre à l'arabe, parce que les Tunisiens ne m'ont pas donné envie. Ils n'étaient pas très très accueillants quand je suis arrivée. On se sentait toujours marginalisés, un peu lésés et insultés. J'ai changé d'avis car au fur et à mesure que nous avons commencé à travailler avec des Tunisiens, certains avaient vraiment un grand cœur. C'est comme ça que j'ai eu envie d'apprendre l'arabe parce qu'il y a eu des personnes bien autour de moi".* *"Au début, on a commencé avec l'arabe tunisien, ça leur a permis de commencer à se débrouiller pour les choses de base comme demander les prix ou se faire des amis. Le b.a.-ba pour s'intégrer. Ensuite, on commence l'arabe littéraire"*. Une initiative pilote qui espère faire des émules. À terme, les instigateurs de cet atelier espèrent aussi mettre en place des cours d'arabe pour les enfants subsahariens afin de faciliter leur scolarisation dans les établissements tunisiens.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20220201-tunisie-des-cours-d-arabe-pour-ressortissants-subsahariens>

A VOIR – À LIRE - À ÉCOUTER

LUTTER CONTRE LES AMALGAMES ET LA DÉSINFORMATION VISANT LES PERSONNES ÉTRANGÈRES

La Cimade offre sur son site internet (<https://www.lacimade.org/publication/lutter-contre-les-amalgames-et-la-desinformation-visant-les-personnes-etrangeres/>) un document téléchargeable Afin de lutter contre les stigmatisations visant injustement les personnes étrangères, La Cimade publie un document visant à rétablir les faits : 6 lieux communs et amalgames, réfutés par des argumentaires et données chiffrées :

- Nous sommes envahi·e·s par les personnes étrangères !
 - L'ampleur des moyens consacrés aux contrôles des frontières, inédite et bien largement supérieure à ceux consacrés à l'accueil des personnes migrantes,
- Nous ne serons bientôt plus chez nous !
 - Les immigré·e·s (personnes nées dans un autre pays que celui où elles habitent) ne représentent que 3,4% de la population

mondiale et en France 10% de sa population (donc tous ceux qui travaillent et payent des impôts de puis 10 ans, les étudiants, etc.)

- Toutes les personnes étrangères sont des terroristes !
 - D'après le ministre de l'Intérieur en novembre 2020, « Sur les 30 derniers terroristes confondus pour des actes commis sur notre sol, 22 étaient français, 8 seulement étrangers (ministère de l'intérieur)
- Les personnes étrangères sont toutes des fraudeuses !
 - L'aide médicale d'État ne représente que 0,5% des dépenses liées à l'assurance maladie, et seuls 38 cas de fraude ont été recensés en 2018, pour plus de 300 000 bénéficiaires
- Tou·te·s les délinquant·e·s sont des personnes étrangères !
 - En 2018, 6,9 % des condamnations prononcées par les juridictions pénales concernaient des français, et seules 1,2 % concernaient des personnes étrangères
- Les citoyen·ne·s qui prônent l'accueil sont irréalistes !
 - Il est alarmant que celles et ceux qui prônent des valeurs telles que l'égalité et la fraternité soient régulièrement pointé·e·s du doigt pour leurs combats

Télécharger le document à : <https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2021/01/Lutter-amalgames-personnes-%C3%A9trang%C3%A8res-002.pdf>

POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE HUMANISTE ET RÉALISTE

Ce livret a été rédigé par un groupe de travail coordonné par Aurélie Gries, cheffe de service socio-éducatif et membre de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) et Mickaël Idrac, chercheur spécialiste des migrations.

Notre constat : l'Union européenne ne sait pas accueillir les migrant·es, l'État français développe un rejet inquiétant des étranger·es.

Notre projet : accueillir dignement les migrant·es et agir sur les causes des migrations forcées

Nos propositions : une politique migratoire humaniste et réaliste

1. Agir pour la paix et mener une politique de codéveloppement
2. Assurer notre devoir d'humanité.
3. Protéger les mineur·es non accompagné·es.
4. Garantir le droit d'asile neté pleine et entière <http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220209-avenir-en-commun-pour-une-politique-migratoire-humaniste-et-re-aliste.pdf>